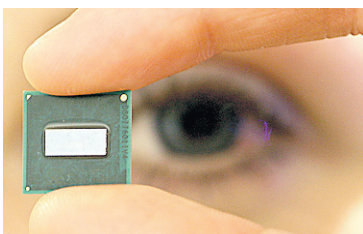


FINANCES PERSONNELLES
Tous les trucs et conseils pour bien gérer ses finances sont sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/finances-personnelles

PME
Lisez nos textes sur l'entrepreneuriat et les PME sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/pme

À SUIVRE
Quelles sont les actions intéressantes cette semaine? Consultez lapresseaffaires.cyberpresse.ca/bourse

LA PRESSE AFFAIRES



INTEL
LES VENTES PLUS ÉLEVÉES QUE PRÉVU
PAGE 9

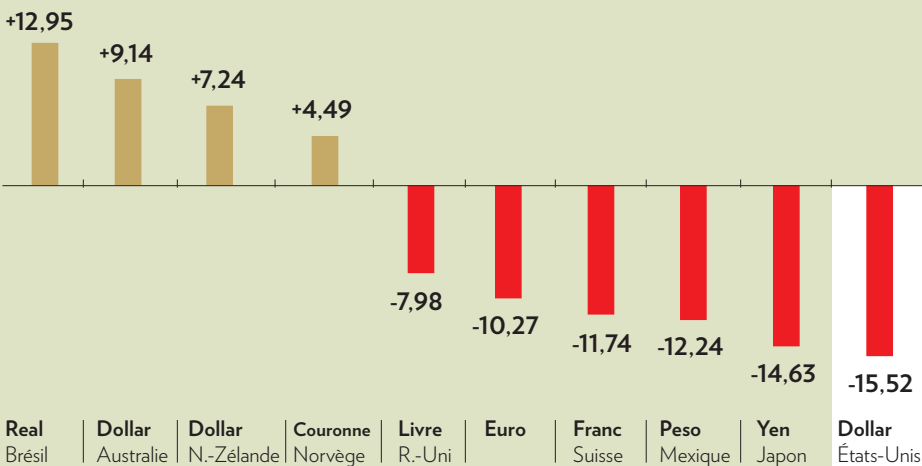


SEMAINE DE MODE DE MONTRÉAL
TAPIS ROUGES ET GROS SOUS
PAGE 6

S&P TSX 11 413,54 -23,38 (-0,20%)	S&P 500 1073,19 -3,00 (-0,28%)	DOW JONES 9871,06 -14,74 (-0,15%)	PÉTROLE 74,15 \$US +0,88 \$US (+1,20%)	DOLLAR 96,48 ¢US +0,73 ¢US
--	---	--	---	---



QUI A GAGNÉ ET QUI A PERDU PAR RAPPORT AU HUARD DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE (%)



Source : Bloomberg

PARITÉ? LA REPRISE REMISE EN QUESTION

PHILIPPE MERCURE

Le dollar canadien continue à grimper. À un point tel que bien des économistes se sont remis à leur ordinateur question de réviser les scénarios de relance économique du pays... à la baisse.

Le huard a atteint 96,46 cents US, hier, en hausse de 0,73 cent US par rapport à la fermeture de vendredi dernier. La hausse suit celle d'environ 3 cents US enregistrée la semaine dernière et a relancé les paris sur le moment où notre dollar atteindra la parité avec le billet vert américain.

La parité, on l'a bien connue en 2007 et 2008... sauf que c'était au sommet du cycle économique. La voir se profiler alors qu'une reprise fragile est en cours en inquiète plus d'un.

«Ce qu'on va voir, c'est probablement que les exportations nettes – ce qu'on exporte moins ce qu'on importe – vont fortement ralentir la croissance économique», prédit Martin Lefebvre, économiste principal au Mouvement Desjardins.

➤ Voir **PARITÉ** en page 4

Des effets bien concrets

MARTIN VALLIÈRES

Au Canada, le recul du dollar américain et la remontée correspondante du huard ont de quoi réjouir les importateurs ainsi que les voyageurs au sud de la frontière.

Hormis les frais de conversion, le pouvoir d'achat des dollars canadiens aux États-Unis s'est amélioré de 15 % depuis janvier dernier. Et c'est sans compter les baisses de prix pour de nombreux biens et services qui découlent de la pire récession en un demi-siècle pour l'économie américaine.

Mais si la faiblesse du dollar américain – qui est encore la monnaie de référence pour les matières premières – gonfle les prix affichés pour le baril de pétrole et l'once d'or, elle contribue aussi à tempérer l'impact réel de ces hausses de prix au Canada.

Ainsi, autour de 74 \$US le baril, le prix du pétrole s'affiche ces jours-ci en hausse de 76 % par rapport à son cours moyen de janvier 2009, alors à 42 \$US.

Mais lorsqu'on la considère en dollars canadiens, la hausse du prix du pétrole brut s'avère en fait limitée à 50 % depuis janvier 2009.

C'est là un avantage concret d'un dollar canadien relativement fort par rapport à un dollar américain malmené sur le marché de devises.

➤ Voir **EFFETS** en page 4



Gelez donc votre hypothèque!



MICHEL GIRARD
CHRONIQUE

Il y a peine 12 mois, l'hypothèque de cinq ans se négociait au taux de 7,20 %. Aujourd'hui, les institutions bancaires nous offrent la même hypothèque aux environs de 5,8 %, en tenant compte de la hausse annoncée hier en début de soirée.

Et si votre dossier de crédit est bon, vous pouvez décrocher ladite hypothèque à un taux avoisinant les 3,90 %. Pour ce faire, il «suffit» soit de tordre le bras à votre directeur de banque ou gérant de caisse, soit de confier la renégociation de votre hypothèque à un courtier hypothécaire.

C'est plate à dire, mais c'est «le» bon côté de la fabuleuse crise financière qui nous a massacré le portefeuille entre septembre 2008 et mars dernier. Pour arrêter l'hémorragie et ainsi éviter un aggravement de la crise mondiale, toutes les banques

centrales du monde ont emboîté le pas à la Réserve fédérale américaine et abaissé de façon draconienne leur taux d'escompte.

Ainsi, la Banque du Canada allait mettre littéralement la hache dans son taux directeur, celui-ci passant de 3,25 % (septembre 2008) à seulement 0,50 % à partir d'avril dernier. Par effet immédiat d'entraînement, la grille des taux d'intérêt a été révisée à la baisse, et ce, à tous les paliers: prêts hypothécaires, prêts personnels, prêts auto, prêts commerciaux et industriels, etc.

Tirons maintenant les choses au clair.

Aucun gourou financier au monde, et Dieu sait que la concurrence est forte parmi les analystes, économistes et gestionnaires de portefeuille, n'a réussi à prédire la forte et ultra rapide chute des taux d'intérêt. Aucun gourou n'a également prédit l'ampleur de la déconfiture boursière (-50 %) qui a frappé le monde entier entre septembre 2008 et le début du mois de mars dernier.

➤ Voir **GIRARD** en page 8



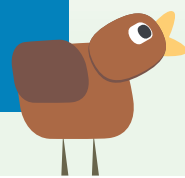
ACHETER UN TRIPLEX À TROIS
MODE D'EMPLOI.

LE DOSSIER DE MARC TISON EN PAGES 2 ET 3

2883
habitations
neuves



Bois-Franc



Nos résidents rachètent à Bois-Franc

Les résidents choisissent un «milieu de vie», bien localisé et adapté à leur mode de déplacement, dans un environnement agréable et paisible, loin des bouchons de circulation.

www.boisfranc.com

condominiums | en rangée | jumelées



À Saint-Laurent

CENTRE INFO BOIS-FRANC
2505, rue des Nations # 100

514.333.3066

SERVICES IMMOBILIERS
Promoteur du plan directeur

BOMBARDIER

Les prix, produits et services sont modifiables sans préavis

À PARTIR DE
168 900 \$
TAXES INCLUSES

IMMOBILIER EN GROUPE MODE D'EMPLOI

ACHETER UN TRIPLEX À TROIS

COPROPRIÉTÉ INDIVISE: DIVISER LES COÛTS PAR TROIS OU TRIPLER LES PROBLÈMES?

TEXTES MARC TISON

L'IDÉE EST GÉNÉREUSE

« Mon copain et moi sommes ensemble depuis cinq ans et nous venons d'avoir un bébé, confie Isabelle. Notre bel appartement de quatre pièces commence à devenir un peu trop étroit. Nous songeons à nous acheter une propriété. Nous désirons rester à Montréal dans le quartier Rosemont puisque j'y travaille. Par contre, le prix des propriétés est très élevé. Nous avons donc songé à acheter un triplex ou un quadruplex en groupe. Il y aurait ma cousine, qui est célibataire, et ma meilleure amie, qui est en couple depuis environ trois ans. »

Cette amie de longue date, Émilie, ajoute: « L'idée d'un achat commun a pour objectif de s'entraider entre amis qui ont quitté leur région natale et se retrouvent loin de leur famille. » Mais le chemin de l'entraide est semé d'embûches. « Nous sommes conscients qu'il faudrait penser à tous les problèmes possibles et imaginables pour que la bonne entente puisse perdurer. »

COPROPRIÉTÉ DIVISE OU INDIVISE?

La copropriété peut prendre deux formes: divise ou indivise.

La copropriété divise – la plus connue, appelée couramment condo – est solidement encadrée par l'obligatoire déclaration de copropriété.

« L'indivision est nettement moins définie que la copropriété divise », indique M^e Yves Joli-Cœur, avocat spécialisé en droit de la copropriété, de l'étude De Grandpré Joli-Cœur. « La Loi oblige les collectivités de copropriétaires à se munir d'un fonds de prévoyance, qui est un bas de laine pour provisionner les grands travaux. En indivis, ça n'existe pas. Il n'y a pas de règles, à moins qu'elles soient définies par une convention. »

Cependant, dans l'île de Montréal, la loi interdit la transformation d'un immeuble locatif en copropriété divise, à moins que la municipalité ou l'arrondissement concerné n'accorde une dérogation. Par exemple, l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie a adopté en 2005 un règlement selon lequel seuls les immeubles de deux logements dont l'un est occupé par son propriétaire peuvent faire l'objet d'une dérogation.

Si Isabelle, Myriam et Émilie achètent un triplex en commun, ce sera donc en indivision. La difficulté consistera à l'occuper toutes en même temps.

PREMIER OBSTACLE: TROUVER UN TRIPLEX LIBRE

La notaire Michèle Vallée, de l'étude Vallée Valiquette, rappelle que selon l'article 1958 du Code civil, le détenteur d'une part d'un immeuble en copropriété indivise ne peut évincer aucun locataire, même pour occuper lui-même le logement ainsi libéré. Une unique exception est permise, précise-t-elle: il n'y a qu'un seul autre copropriétaire... et il est son conjoint.

Un obstacle se dresse donc devant nos trois amies: elles doivent trouver un triplex entièrement vacant, ou dont les occupants quitteront leur logement à la fin de leur bail. Si un locataire est sédentaire, l'une des trois copropriétaires devra attendre qu'il veuille bien déménager. Ennuyeux si la bougeotte ne le saisit que dans 10 ans...

« En pratique, explique Louis Dumont, notaire chez De Grandpré Joli-Cœur, si trois personnes veulent acheter un triplex occupé par des locataires, elles feront savoir au vendeur, quand elles présenteront leur offre d'achat, qu'il faut une entente signée avec les locataires actuels dans laquelle ils s'engagent à quitter leur logement à une date précise. »

LOCATION D'UN LOGEMENT INDIVIS

L'article 1958 entraîne une autre conséquence. Si un copropriétaire indivis loue son unité, par exemple pour travailler temporairement dans une autre région, il risque de se heurter à son retour à une porte close: il ne pourra imposer l'éviction de son locataire pour reprendre son logement, à moins que celui-ci fasse preuve de bonne volonté.

AUTRE OBSTACLE: TROUVER LE FINANCEMENT

Avec la propriété indivise, tous les copropriétaires possèdent la propriété en commun. Il n'y a donc qu'un seul titre de propriété, une seule facture d'impôts fonciers, une seule assurance habitation et, traditionnellement, une seule hypothèque.

« Les banques sont plus frileuses à financer l'indivis. Il y a donc moins de choix de prêteurs quand on veut négocier un taux hypothécaire », commente l'avocat Yves Joli-Cœur.

Tous les copropriétaires seront solidairement responsables de l'emprunt auprès du créancier. Si l'un d'eux n'est pas en mesure de verser sa quote-part, les autres indivisaires devront prendre le relais. « On mange tous dans la même assiette », résume M^e Michèle Vallée.

Heureusement, certaines institutions financières – Desjardins et la Banque Nationale – acceptent maintenant de consentir une hypothèque indépendante à chacun des copropriétaires indivis. « On accorde le prêt sur la même base qu'un crédit sur copropriété divise, à savoir la capacité d'emprunt et l'évaluation de la garantie », affirme Jean-Yves Pâquet, directeur risques de crédit, particuliers et petites entreprises, chez Desjardins.

Si l'un des indivisaires connaît des difficultés financières, lui seul aura à en répondre devant son créancier.

Règle générale, pour simplifier les démarches déjà suffisamment byzantines, il n'y aura qu'un seul créancier et un seul notaire. « On recommande de voir un notaire qui a de l'expérience en cette matière », suggère Jean-Yves Pâquet.

Votre *Presse*, sur votre ordinateur.

Où que vous soyez, consultez chaque jour le même contenu, les mêmes cahiers et les mêmes publicités, directement sur votre écran.

Faites-en l'essai dès aujourd'hui:

LaPresseSurMonOrdi.ca

Après la période d'essai,

SEULEMENT 2 \$/mois pour les abonnés version papier

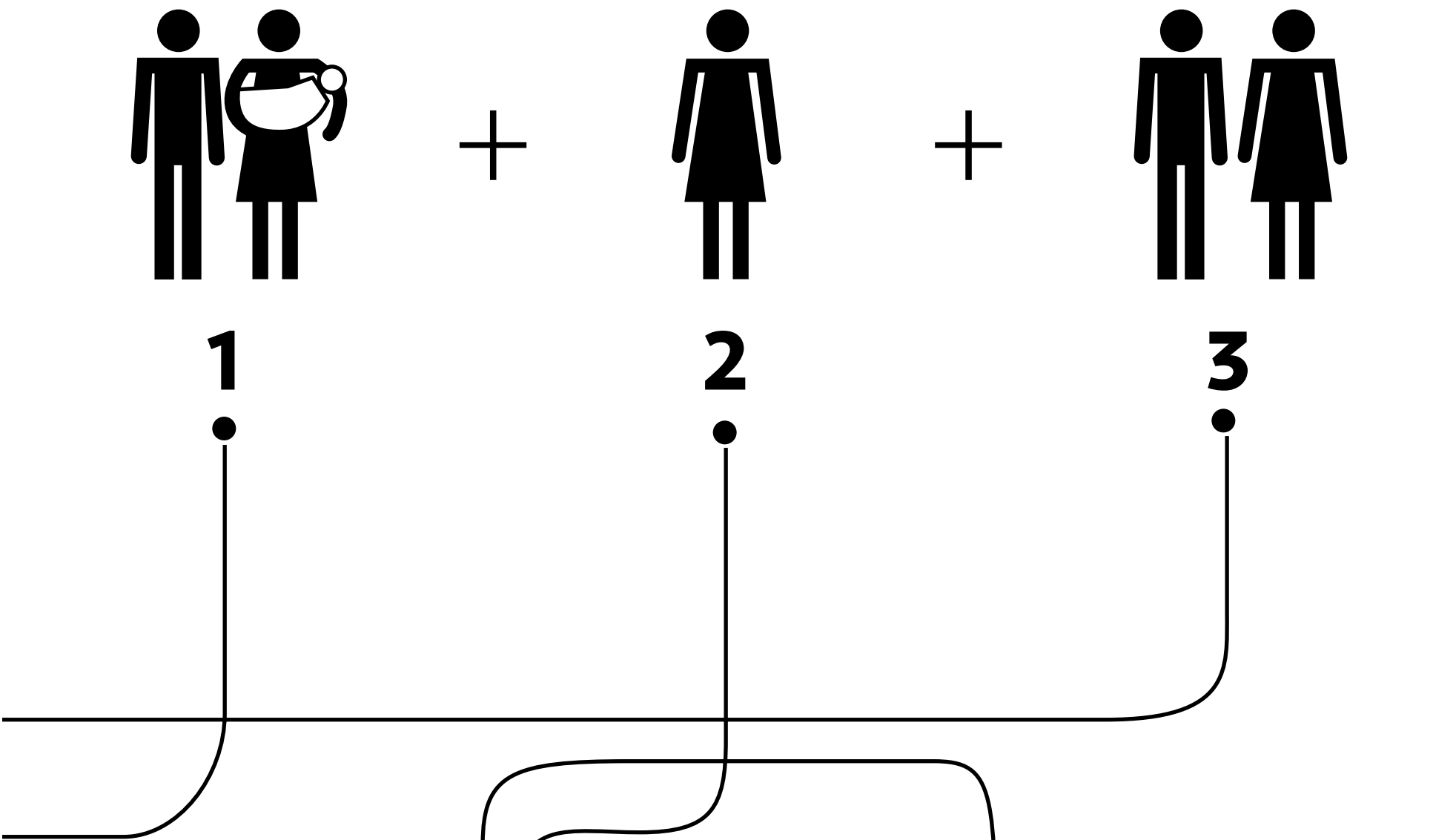
LA PRESSE

2 SEMAINES D'ESSAI GRATUIT



IMMOBILIER EN GROUPE

MODE D'EMPLOI



LA MISE DE FONDS

Rien n'est parfait: ces prêts indépendants ne peuvent être assurés par un assureur hypothécaire comme la SCHL. Il faudra donc faire une mise de fonds d'au moins 20 % de la valeur de la part. «Pour un achat en indivision, les gens doivent avoir plus de sous, observe Me Louis Dumont. Ce sont souvent des deuxièmes acheteurs.»

Ce sera probablement l'obstacle le plus important qu'auront à affronter nos jeunes ménages. Myriam, célibataire, dispose présentement de 6000\$ en épargne et de 6000\$ en REER. En utilisant le RAP, elle ne pourrait réunir que 12 000\$. Or, en supposant que sa part s'élève à 100 000\$, la mise de fonds atteindrait 20 000\$. «On souhaite que la mise de fonds vienne de l'épargne, informe Jean-Yves Pâquet, mais d'autres solutions sont aussi admissibles, qui seront évaluées cas par cas.» Prêt personnel, emprunt auprès d'un proche: tout n'est pas perdu...

INDISPENSABLE: UNE CONVENTION

La valeur de l'immeuble indivis est généralement moins élevée que le total de ses parties s'il était en copropriété divise. L'impôt foncier est donc lui aussi plus bas. «Les gens qui achètent pour longtemps en indivis y gagnent de ce côté année après année», fait valoir M^e Dumont.

Les copropriétaires sont solidairement responsables de cet unique avis d'impôt foncier. Le créancier voudra prendre quelques précautions à cet égard. La loi n'y contraint pas les indivisaires, mais l'institution financière exigera une convention de copropriété indivise en bonne et due forme.

«On s'assure que la convention prévoit que les indivisaires recueillent l'impôt, qui est déposés dans un compte exprès à la caisse», signale Jean-Yves Pâquet.

Cette convention sera habituellement rédigée par le notaire qui veillera à la transaction et enregistrera les prêts hypothécaires. Elle pourra définir la quote-part de chacun, décrire les droits sur une unité d'habitation et sur les parties communes, instaurer un fonds de prévoyance pour les travaux aux parties communes.

Le notaire y inscrira également une hypothèque dite entrecroisée ou réciproque. «Cette hypothèque, qui n'a pas de lien avec l'institution financière, vient protéger les indivisaires si un mauvais payeur se trouve parmi eux», explique Louis Dumont. Un des copropriétaires ne verse pas depuis des mois sa part d'impôt foncier ou de la prime d'assurance habitation? «On crée dans la convention d'indivision une hypothèque qui les protège et leur accorde une garantie sur l'appartement du mauvais payeur», poursuit le notaire.

COMMENT FAIRE LA PART DES CHOSES?

«Isabelle parlait de séparer le coût d'achat en cinq, souligne Myriam, mais je crois qu'il faudrait plutôt le séparer selon les unités de vie sans considérer combien de personnes y habiteront.» Elle a raison. Les deux couples achèteraient chacun une part en commun, et Myriam, célibataire, acquerrait la troisième en solo.

Voilà qui soulève un autre problème: «Tout le monde veut occuper le rez-de-chaussée ou le troisième, mais personne le deuxième», lance M^e Michèle Vallée.

La cour est-elle d'usage commun? Qui utilisera l'unique place de stationnement du triplex, et à quel prix? Le sous-sol est-il réservé aux occupants du rez-de-chaussée?

Chacun de ces points devra être discuté, négocié, convenu. Ensuite, les copropriétaires demanderont à un évaluateur d'établir la valeur des logements occupés par chacun, des divers droits exclusifs, des parties communes.

Les parties communes comprendront notamment le toit, la structure et les fondations du bâtiment, le revêtement extérieur, ainsi que le terrain s'il est d'usage commun.

Les dépenses communes – impôt foncier, entretien et assurance, notamment – seront partagées dans les mêmes proportions que les quotes-parts.

C'est le principe de l'utilisateur-payeur qui prévaut: «Si j'utilise la place de stationnement, c'est moi qui paie pour la faire déneiger», illustre Michèle Vallée.

PROJETONS-NOUS DANS QUELQUES ANNÉES

«Le plus grand problème serait selon moi le départ de quelqu'un, soulève encore Myriam. La revente à un inconnu changerait beaucoup la donne.» Dans le cas d'une copropriété indivise, elle a encore raison.

Pour l'instant, les trois copropriétaires s'entendent à merveille, mais si l'un d'entre eux est forcé de vendre sa part, rien ne garantit que le nouvel acquéreur se fondera aussi bien dans leur petite communauté.

C'est pourquoi la convention de copropriété contiendra souvent une clause de premier regard, qui donne aux copropriétaires un droit d'achat prioritaire si l'un d'entre eux veut vendre sa part. Mais encore faudra-t-il qu'ils disposent des fonds et du crédit nécessaires.

LA VOIE DE LA COPROPRIÉTÉ DIVISE

Isabelle, Myriam et Émilie voudront peut-être un jour transformer leur copropriété indivise en copropriété divise.

«Une fois qu'il y a des copropriétaires occupants dans tout l'immeuble, on peut s'adresser à la Régie du logement pour procéder à la conversion en copropriété divise, expose M^e Dumont. Cependant, il y aura un impact sur l'impôt foncier, et certains préféreront attendre.»

La procédure est complexe, et nous la résumerons ici en trois étapes.

Première précaution: «Il faut d'abord prendre contact avec la Ville pour vérifier si elle n'a pas un règlement qui interdit la transformation en copropriété divise», insiste Louise Carignan, porte-parole de la Régie du logement du Québec (RLQ).

On l'a vu, c'est le cas dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, ce qui empêcherait nos trois amies de parvenir à leurs fins.

Dans l'hypothèse où ils obtiennent une dérogation, les copropriétaires adressent ensuite une demande à la Régie du logement. Chaque copropriétaire doit faire la preuve qu'il habite véritablement un des logements. S'il ne l'occupe pas depuis au moins 10 ans, il devra démontrer qu'il n'a pas évincé illégalement de locataires au cours des 10 dernières années.

Dans la troisième étape, un arpenteur-géomètre remplacera le lot existant par un nouveau lot pour chaque logement, plus un lot supplémentaire qui décrira les parties communes.

De son côté, le notaire rédigera une déclaration de copropriété divise. «Avec le dépôt de cette déclaration, conclut M^e Vallée, l'immeuble sera converti en copropriété divise.»

Ouf.

✉ POUR PLUS D'INFORMATION

Régie du logement

www.rdl.gouv.qc.ca
Sous Nos fiches-conseils,
Conversion d'un immeuble
en copropriété divise.

Sur la copropriété

www.condolegal.com

Sur les dérogations à la conversion
en copropriété divise dans
les arrondissements de Montréal

ville.montreal.qc.ca
Cliquez sur l'onglet Banque
d'infos (Sherlock),
et tapez «conversion»
dans la recherche
par mots-clés.



LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI	
Prix des import. (É.-U.)	sept: 0,2% août: 2,0%
Ventes d'automobiles neuves (Can.)	août: 0,0% juillet: 5,3%
Ventes au détail (É.-U.)	sept: 0,2% août: 1,1%

LUNDI 19 OCTOBRE	
Apple	BPA 4T: 1,40\$US
Gannett	BPA 3T: 38,4\$US
Hasbro	BPA 3T: 92,4\$US

Source: Bloomberg

DEMAIN	
Ind. des prix à la consommation (É.-U.)	sept.: 0,2% août: 0,4%
Ventes des manuf. (Can.)	août: 1,0% juillet: 5,5%
Google	BPA 3T: 5,38\$US

MARDI 20 OCTOBRE	
Mises en chantier (États-Unis)	sept.: 610K d'unités août: 598K d'unités
Coca-Cola	BPA 3T: 81,4\$US
Yahoo!	BPA 3T: 12,4\$US

VENDREDI 16 OCTOBRE	
Ind. de confiance du Michigan (É.-U.)	oct. prélim: 73,5 sept.: 73,5
Ind. des prix à la consommation (Can.)	sept.: 0,1% août: 0,0%
Bank of America	BPA 3T: -11,4\$US

MERCREDI 21 OCTOBRE	
Boeing	BPA 3T: -1,59\$US
eBay	BPA 3T: 37\$US
Eli Lilly	BPA 3T: 1,01\$US
Husky Energy	BPA 3T: 41¢
Tupperware	BPA 3T: 42,4\$US

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

Ce jeu est une réali  tion de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

3		8		2	7			
6							4	
		7			9		6	
		9				7		1
		3		1				
				7	6		5	8
	8			5				2
			4			9	1	
		4	1					

Niveau de difficulté : DIFFICILE

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparait donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

7	8	3	5	4	6	2	1	9
4	5	2	3	1	9	7	6	8
9	1	6	2	8	7	3	5	4
8	3	9	4	6	2	5	7	1
6	7	1	9	3	5	8	4	2
2	4	5	1	7	8	6	9	3
1	6	4	8	5	3	9	2	7
3	2	7	6	9	4	1	8	5
5	9	8	7	2	1	4	3	6

Par Fabien Savary

1497

L'OPEP donne une poussée au prix du brut

HÉLÈNE BARIL

Malgré des surplus encore importants et une demande faiblarde, le prix du pétrole continue d'augmenter et se dirige lentement mais sûrement vers un nouveau sommet annuel. Hier, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a donné une autre poussée au brut en révisant à la hausse ses prévisions de la consommation mondiale.

Le baril de brut a fini la journée à 74,15\$US, en hausse de 88 cents US. En cours de séance, le prix a frôlé les 75\$US, soit le prix le plus élevé de l'année, atteint l'été dernier, avant de se replier légèrement. Le prix du brut oscille depuis des mois entre 65 et 75\$US, au gré des nouvelles sur l'état de santé de l'économie mondiale.

Dans son rapport mensuel sur le prix du pétrole, l'OPEP constate que la performance économique des pays les plus riches et celle de la Chine s'améliorent et laisse entrevoir une plus grande consommation de pétrole pour le reste de 2009 et pour 2010.

L'OPEP, qui prévoyait un recul de 1,8 % de la consommation mondiale de pétrole en 2009, estime maintenant que la baisse sera limitée à 1,65 %. En 2010, la consommation devrait augmenter de 0,8 %, soit un peu plus que le 0,6 % prévu jusqu'  ci par l'OPEP.

Avant l'OPEP, l'Agence internationale de l'énergie et le département américain de l'énergie avaient aussi révisé à la hausse leurs prévisions de la demande de pétrole pour 2009 et 2010, en raison des signes évidents que la récession mondiale touchait à sa fin.

Ce nouvel optimisme et la faiblesse du dollar américain contribuent à soutenir le prix du pétrole, même si la demande demeure faible. «La reprise de la demande reste à voir, mais tant qu'il y a des révisions à la hausse des prévisions de la demande future, il y aura un support pour le prix», a expliqué à Bloomberg le président de Strategic Energy & Economic Research, Michael Lynch.

Les stocks de pétrole sont encore très élevés aux   tats-Unis, mais certains signes de reprise de la demande commencent à apparaître, souligne Mathieu d'Anjou, économiste chez Desjardins. «On sent que la demande commence à progresser, même aux   tats-Unis», a-t-il dit.

La demande américaine reste en recul depuis le début de 2009, mais les données

hebdomadaires les plus récentes indiquent une hausse de 5 % de la consommation par rapport à la même période en 2008.

   l'échelle mondiale, la demande et l'offre seront bientôt à l'équilibre, selon Mathieu d'Anjou, ce qui contribuera à soutenir le prix du pétrole. «Le risque d'une rechute des prix sous les 60\$US le baril nous semble donc faible», avance-t-il.

Encore une hausse ?

Si la reprise reste solide, le prix du pétrole continuera d'augmenter. Jusqu'où faut-il s'attendre à le voir aller? Pas au-delà de 100\$US à la fin de 2010, prévoient les économistes de Desjardins.

Mathieu d'Anjou rappelle que le pétrole a atteint le prix record de 150\$US le baril en 2008, alors que l'économie

mondiale tournait à fond et qu'on parlait de pénurie. Il n'y a rien de tel actuellement, insiste-t-il. «Les stocks sont encore très élevés et l'OPEP peut augmenter sa production. «Ma théorie, c'est que ces facteurs vont compenser (la tendance à la hausse des prix).»

Il y a aussi le risque que la croissance économique ne soit pas au rendez-vous, ce qui limitera la hausse du prix du pétrole.

Les 12 pays membres de l'OPEP devront soupeser tous ces facteurs de risque avant de décider s'ils augmentent ou non leur production au cours de leur prochaine réunion qui aura lieu le 22 décembre en Angola.

Devant la chute marquée des prix du pétrole, les pays membres de l'OPEP avaient réduit leur production de 4,2 millions de barils par jour en septembre dernier.

Des effets bien concrets

EFFETS

suite de la page 1

En contrepartie, pour des producteurs canadiens de biens et services vendus en dollars américains, la faiblesse du billet vert peut s'avérer grave de conséquences financières sur leurs revenus réels.

Un cas type: la société AbitibiBowater, première productrice de papier journal en Amérique du Nord, qui est en protection de faillite depuis avril et dont dépendent des milliers d'emplois directs et indirects au Québec.

La grave crise du marché du papier journal a fait fléchir de 37 % son prix en dollars américains depuis janvier 2009.

Or, la faiblesse accentuée de la devise américaine depuis quelques jours aggrave à 47 % la baisse de revenus en dollars canadiens pour AbitibiBowater, qui lui servent à payer les frais d'exploitation de ses usines au Québec et en Ontario.

Même dilemme pour les producteurs et exportateurs de bois d'œuvre, dont AbitibiBowater fait aussi partie. Coté en dollar américain,

le prix du prix d'œuvre s'est relevé de 9 % depuis janvier dernier.

C'est la conséquence de la relative stabilisation de la construction résidentielle aux   tats-Unis, après la grave déroute qui a succédé à la bulle hypothécaire qui a éclaté à la fin de 2007.

Le sciage souffre

Pourtant, malgré cette apparence d'un marché moins défavorable, la glissade du dollar américain signifie pour les usines de sciage au Québec que leurs revenus en dollars canadiens sont encore

IMPACT DE LA DÉPRÉCIATION DU DOLLAR US

	VARIATION DE PRIX DEPUIS JANVIER 2009	
	en dollars US	en dollars CAN ⁽¹⁾
Achats divers aux USA	0 %	- 15 %
Pétrole	+ 76 %	+ 50 %
Or	+ 23 %	+ 5 %
Aluminium	+ 35 %	+ 15 %
Gaz naturel	- 10 %	- 23 %
Bois d'œuvre	+ 9 %	- 7 %
Papier journal	- 37 %	- 47 %

1) Calculé selon les prix aux marchés (\$US) et les taux de change (\$US-\$CAN) en janvier 2009 et au 13 octobre 2009.

Sources: Bloomberg, Banque du Canada, La Presse Affaires

en baisse de 7 % par rapport à janvier dernier.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que les nombreuses usines de bois d'œuvre fermées

depuis deux ans ne rouvriront pas malgré le redressement des prix amorcé aux   tats-Unis, de loin leur principal marché d'exportation.

AFFAIRES

700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

LE PROPRIÉTAIRE d'une usine réfrigérée et certifiée en H.A.C.C.P. de 25 000 pi car. cherche à s'associer avec propriétaire d'une usine en surcapacité avec fort potentiel de croissance ou une personne ayant des contrats potentiels et ayant besoin d'un tel établissement pour la production. Appelez Jack Lamba **514-824-2432**

MACHINES DISTRIBUTRICES CAFÉ GOURMET. Petit investissement, grands profits. Revenus comptants. Tél. **1-888-600-3755**

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. r  s., comm., ind. balance vente Dencol **514-342-1356** (agent protégé)

AVIS

800

801 AVIS LÉGAUX

Avis -Suite au décès de **CHANTAL BERGERON**, en son vivant domiciliée au 3641 rue Jonathan, Laval, H7P 4X7 survenu le 10 mai 2008, un inventaire des biens du défunt a été fait par le liquidateur successoral Denis Therrien, le 18 juin 2009, devant Me Roland Vaillancourt, notaire. Cet inventaire peut être consulté à l'étude du notaire précité au 238 boul. Sainte-Rose, Laval, Québec, H7L 1L6.

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

PRENEZ AVIS que **Chantal Linda Gaboury**, dont l'adresse du domicile est le 50, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de **Chantal Linda Gaboury-Winters**. Beaconsfield, le 21 août 2009

AVIS

800

801 AVIS LÉGAUX

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT D'ABITIBI NO: 615-433-000168-091

COUR DU QUÉBEC (Chambre de la jeunesse)

MONSIEUR R  G  AN BERGERON, REQUÉRANT

MONSIEUR KEVIN MIANSNUM, INTIMÉ

AVIS PUBLIC
PAR ORDRE DE LA COUR, l'intimé monsieur Kevin Mianscum est par les présentes requis de comparaître dans un délai de vingt (20) jours de cette publication, au greffe de la Cour du Québec, chambre de la jeunesse, **au Palais de justice de Val d'Or, situé au 1740, ch. Sullivan    Val d'Or**, afin d'y quérir copie des procédures, qui ont été laissées au greffe à son attention.
   DÉFAUT DE QUOI, le requérant obtiendra jugement par défaut.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.
Val d'Or, le 9 octobre 2009
DESHARNAIS & LEMIRE
Procureures de la partie requérante

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT D'ABITIBI NO: 615-41-000926-054

COUR DU QUÉBEC (Chambre de la jeunesse)

MADAME MÉLANIE LACASSE, PARTIE REQUÉRANTE

-et-
MADAME JENNESS PAPATIE, INTIMÉE

AVIS PUBLIC
PAR ORDRE DE LA COUR, l'intimée madame Jenness Papatie est par les présentes requis de comparaître dans un délai de dix (10) jours de cette publication, au greffe de la Cour du Québec, chambre de la jeunesse, **au Palais de justice de Val d'Or, situé au 1740, ch. Sullivan    Val d'Or**, afin d'y quérir copie de la procédure, qui a été laissée au greffe à son attention.
   DÉFAUT DE QUOI, la requérante obtiendra jugement par défaut.
VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Val d'Or, le 9 octobre 2009
DESHARNAIS & LEMIRE
Procureures de la partie requérante

Parité ? La reprise remise en question

PARITÉ

suite de la page 1

Interrogé à ce sujet hier, Stephen Harper a rappelé que la Banque du Canada a d  j affirmé qu'une montée rapide pourrait nuire à la relance économique du pays. Il a toutefois souligné que son plan de reprise est «plus grand que le seul facteur du dollar».

S'il croit peu au scénario d'un dollar fort qui se maintient longtemps, Carlos Leitao, économiste en chef à la Financiere Banque Laurentienne, admet qu'il pourrait saboter le scénario de relance au Canada, qui consiste à soutenir la demande intérieure jusqu'à ce que les exportations reprennent le flambeau.

«Dans ce cas, c'est tout le scénario qui tombe, et la croissance pourrait rechuter en territoire négatif au deuxième semestre de 2010», dit l'économiste.

   Exportation et développement Canada, on en est aussi à revoir les scénarios à cause de la hausse du huard. «Les prévisions pour 2010 risquent d'être plus basses», dit Stuart Bergman, directeur du groupe économique, sans être encore en mesure de chiffrer les changements.

Les exportateurs admettent que la hausse rapide et imprévue du dollar est «un défi qui s'ajoute à tous les autres défis», mais refusent de se plaindre.

«On n'a pas de contrôle là-dessus», lance José Louis Jacome, directeur général des Manufacturiers et exporta-

teurs du Québec. Ce qu'on dit aux manufacturiers, c'est qu'il faut que les entreprises soient concurrentielles avec un dollar au pair. Si on fait ça, quand le dollar canadien baisse, on en bénéficie.»

   la Banque Nationale, Stéphan Marion se montre moins inquiet et continue de tabler sur une reprise plus vigoureuse que prévu aux   tats-Unis, ce qui viendra soutenir le dollar américain et faire baisser le huard par la bande.

Quand le billet vert coule

Parce que si le huard est si haut, ce n'est pas tant qu'il a le vent dans les voiles: c'est surtout le dollar américain qui coule à pic.

Valeur refuge par excellence, le billet vert était extrêmement populaire au pire de la crise. Depuis, l'appétit pour le risque revient... et on s'en départit.

En fait, les banques centrales du monde lèvent carrément le nez sur le dollar américain et regarnissent leurs coffres avec des euros et des yens question de diversifier leurs portefeuilles. Et ça semble faire bien l'affaire des Américains, qui voient leurs entreprises bénéficier d'un avantage concurrentiel.

«Les Américains veulent utiliser l'exportation pour se sortir de la crise. Ils disent au monde: c'est mon dollar, mais c'est ton problème», dit Francois Barrière, vice-président au développement des affaires sur le marché des devises à la Banque Laurentienne.

Des journaux rapportent aussi que certains pays chercheraient à s'entendre «secrètement» pour cesser d'utiliser le dollar américain dans leurs transactions.

«Hautement spéculatif», «compl  tement déconnecté de la réalité économique», «irréaliste», «absurde»: l'économiste Carlos Leitao ne m  che pas ses mots pour décrire la dégringolade qu'encaisse actuellement le dollar américain.

«Je sais que d'autres vont vous dire exactement le contraire, on est dans une période assez turbulente. Mais    mon avis, le dollar américain ne devrait pas être si faible que ça et ne demeurera pas à ces niveaux.»

Le président de Toyota s'est d  j plaint de voir le yen japonais si haut par rapport au dollar, et M. Leitao ne serait pas surpris de voir les banques centrales du monde se concerter pour soutenir le dollar américain si celui-ci continue de chuter.

Les spécialistes soulignent par ailleurs que les spéculations vont bon train actuellement sur les devises, ce qui contribue à augmenter les variations.

«Il va peut-être y avoir de petits correctifs, mais la tendance à l'air très claire, croit de son côté Stéphanie Larivière, directrice, gestion des risques pour entreprises, à la Banque Nationale, qui s'attend à voir le dollar américain bas – et donc le huard haut – au moins jusqu'à la fin de l'année.

– Avec La Presse Canadienne

Quand l'AMF réécrit Norbourg



SOPHIE
COUSINEAU
CHRONIQUE

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a un don inné pour attirer l'attention sur elle. Malheureusement pour la police de la Bourse au Québec, c'est rarement pour les bonnes raisons.

Jeudi dernier, par exemple, l'Autorité publiait son dernier rapport annuel. On y apprenait que l'AMF compte deux fois plus d'inspecteurs et d'enquêteurs qu'à sa création en 2004, soit 93 professionnels contre 47 il y a cinq ans. Résultat: la durée moyenne d'une enquête a chuté à moins de 10 mois. Le plus hallucinant de l'histoire, c'est quand l'on réalise qu'en 2004, l'AMF mettait 48 mois en moyenne pour mener une enquête à terme. Quatre ans!

Ce qui fait plus jaser, ce sont les investissements malheureux de l'AMF dans du papier commercial de qualité douteuse. Tout comme le procès au criminel des ex-dirigeants de Norbourg.

Le plaidoyer de culpabilité et la sentence de 13 années de prison de Vincent Lacroix ont éclipsé le procès, qui se poursuit pour ses cinq complices présumés.

Dans ce procès qui s'annonce long, c'est à peine s'il

a été fait mention des rôles joués par Serge Beugré, Jean Renaud, Félicien Souka, Rémi Deschambault et Jean Cholette. Mais pas une journée ne passe sans que l'AMF, ou son prédécesseur, la Commission des valeurs mobilières du Québec, ne se retrouve au banc des accusés.

À quel moment l'AMF a-t-elle disposé d'indices assez sérieux pour justifier une intervention? En 2002, en 2003, en 2004 ou seulement à l'été de 2005, lorsque les policiers ont perquisitionné dans les bureaux de Norbourg? Si ces indices étaient fumants, pourquoi l'AMF n'est-elle pas intervenue plus tôt?

En fait, les observateurs ont l'impression d'assister à un autre procès. C'est comme si on entendait avant l'heure le recours collectif qui a été intenté contre l'AMF et toute la nébuleuse Norbourg, au nom des 9200 investisseurs floués.

Pour faire taire les critiques, le PDG de l'Autorité, Jean St-Gelais, a senti le besoin de rédiger une lettre, publiée dans les pages Forum de *La Presse*. «On a laissé entendre que dès 2002, l'Autorité avait des éléments en main pour freiner les activités frau-

duleuses de Vincent Lacroix. Rien n'est plus faux.»

Jean St-Gelais reprend, pour l'essentiel, la thèse que l'AMF soutient dans sa défense amendée, déposée en septembre. À son tour, l'AMF rejette le blâme sur les «sentinelles du secteur financier» (vérificateurs, fiduciaires, gardiens de valeurs), le «premier rempart des investisseurs contre les fraudeurs».

«Jamais n'avons-nous cru un seul instant que l'argent des investisseurs était à risque. Pourquoi? Parce que ceux qui étaient chargés de veiller sur ces questions nous disaient (...) qu'il n'y avait aucun problème», écrit Jean St-Gelais.

Jamais? Pas même un instant?

Les premiers inspecteurs qui ont mis leur nez dans le dossier Norbourg ont pourtant signalé des activités troublantes chez cette firme qui avait des comptes bancaires en Suisse. Les transferts de fonds internationaux soulevaient de «nombreuses interrogations», selon ces inspecteurs qui évoquaient une «situation étrange» ou «bizarre».

«Nous n'avons pas l'assurance complète que (Norbourg) respecte toutes les règles établies en matière d'impôt sur le revenu et de contrôle des activités de blanchiment d'argent», écrivaient-ils à l'époque. Mais, la direction de l'AMF n'a pas donné suite à leur rapport.

Donnons à l'AMF le bénéfice du doute. Après tout, ce

n'est pas parce qu'on blanchit de l'argent qu'on détrouse ses clients! Peut-être qu'en 2002, ce n'était pas évident. Mais, au printemps de 2004? C'est là que la défense de l'AMF ne tient plus la route.

En avril 2004, un enquêteur à la Banque nationale du Canada, Michel Carlos, a sonné l'alarme. Il a communiqué avec le directeur de la conformité de l'Autorité, Pierre Bettez, un enquêteur de la Sûreté de la Québec (SQ) prêté à l'AMF. Les deux hommes s'étaient connus à la SQ, où Carlos avait déjà travaillé comme enquêteur.

Ici, les versions divergent. Selon les avocats qui intentent le recours collectif, Michel Carlos aurait dit à Pierre Bettez que Lacroix a détourné 2 millions de dollars d'un compte de Norbourg à son compte personnel à la Nationale, au moyen d'un faux transfert électronique. Bettez, lui, se rappelle une transaction de l'ordre de 150 000\$ à 300 000\$.

Selon l'AMF, Carlos aurait plutôt signalé des «transactions inhabituelles» dans le compte personnel de Lacroix qui s'apparenteraient à du blanchiment d'argent.

Mais, quel que soit le montant en cause ou le camouflage employé, un fait reste incontestable: Vincent Lacroix a transféré des fonds d'un compte de Norbourg à son compte personnel. Dans le langage de l'Organisation mondiale de la santé, cela équivaudrait à une alerte maximale de niveau 6!

Pierre Bettez alerte à son tour la SQ. Il considère Lacroix comme un «bandit» et estime qu'il s'agit vraisemblablement d'une fraude, dira-t-il plus tard au cours d'un interrogatoire sous serment. Mais à l'époque, pour une raison qui échappe à l'entendement, Bettez n'ordonne pas la tenue d'une enquête et n'informe personne d'autre à l'Autorité.

Explication de l'Autorité? «Bettez a exercé sa discrétion.» L'Autorité se justifie aussi en expliquant qu'elle n'avait pas reçu de plainte d'un investisseur lésé. Mais franchement, en avait-elle besoin?

Selon les avocats du recours collectif, 63 millions de dollars se sont volatilisés entre l'avertissement de Michel Carlos, en avril 2004, et les perquisitions aux bureaux de Norbourg, en août 2005.

L'Autorité peut bien essayer de réécrire l'histoire. Mais en 2004, elle ne manquait pas tant de personnel que de jugement. Par une triste ironie, sa défense s'apparente d'ailleurs à celle des complices de Vincent Lacroix: c'est pas moi, c'est eux... Or, ce n'est pas parce que les autres ont manqué à leurs devoirs, voire ont été complices, que l'AMF est disculpée de toute responsabilité.

Pour joindre notre chroniqueuse sophie.cousineau@lapresse.ca

BOMBARDIER ET LE GIVRE

Ottawa impose de nouvelles normes

SYLVAIN LAROCQUE
LA PRESSE CANADIENNE

Transports Canada ordonne aux exploitants d'avions régionaux CRJ100-200 et de jets d'affaires Challenger 850 de Bombardier des inspections plus approfondies et l'installation de nouvelles pièces d'équipement pour améliorer le système antigivrage des ailes de ces appareils.

La nouvelle consigne de navigabilité, qui entrera en vigueur vendredi, fait suite à des directives de Bombardier Aéronautique qui remontent à novembre 2007 et au mois de mai dernier, a indiqué hier Marc Duchesne, porte-parole de l'avionneur montréalais, au cours d'un entretien téléphonique.

Dans la consigne, le Ministère a souligné que «plusieurs événements récents (...) ont attiré l'attention sur l'incapacité du système actuel à toujours déceler les conditions de basse température au niveau du bord d'attaque des ailes», de sorte qu'une accumulation de glace «asymétrique» risque de ne pas être signalée à l'équipage.

M. Duchesne n'a pas voulu préciser quels incidents étaient à l'origine des nouvelles directives. On sait toutefois qu'au moins deux accidents mettant en cause le givrage d'ailes de CRJ et de Challenger 850 se sont produits au cours des dernières années: l'un en Russie en 2007 et l'autre en Arménie en 2008.

Au plus tard le 1^{er} novembre 2010, les exploitants devront donc avoir installé des détecteurs de basse température sur les bords d'attaque extérieurs des ailes, du boîtier antigivrage des ailes et des câbles connexes.

Transports Canada exige que les transporteurs modifient leurs CRJ100 et leurs Challengers.

Il leur faudra également avoir remplacé les «concentrateurs de données» par des modèles adaptés aux nouveaux détecteurs de basse température.

D'ici le 16 novembre, les exploitants devront en outre avoir modifié leurs procédures de vol et de maintenance.

Bombardier a vendu plus de 1000 CRJ100 et CRJ200



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Un Challenger de Bombardier.

depuis leurs débuts, dans les années 90. Au pays, Jazz Air est un important exploitant de ces appareils.

Le porte-parole de Bombardier a précisé que plusieurs transporteurs ont déjà apporté les changements requis à leurs CRJ et Challenger 850.

Les autorités européennes ont indiqué lundi qu'elles entendaient elles aussi imposer l'application des nouvelles directives. On s'attend à ce que la Federal Aviation Administration des États-Unis fasse de même sous peu.

Hier, l'action de Bombardier a reculé de 3,3 % à 4,94\$ à la Bourse de Toronto.

VOUS CHERCHEZ ?

VOUS TROUVEREZ !

Le samedi dans

ARTS SPECTACLES À CHACUN SON CHOIX

Tous les jours dans



Caisse de dépôt et placement du Québec

LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
ANNONCE L'ENTRÉE EN FONCTION DE
FRÉDÉRIK CHARETTE
AU POSTE DE PREMIER
VICE-PRÉSIDENT, GESTION DES TALENTS ET
DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL



Le président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec, Michael Sabia, est heureux d'annoncer l'entrée en fonction de Frédéric Charette au poste de premier vice-président, Gestion des talents et développement organisationnel. À ce titre, il jouera un rôle clé dans l'évolution de la culture d'entreprise et de la synergie entre les différentes équipes de la Caisse.

Une expertise de haut calibre
Expert en gestion des talents, Frédéric a exercé sa profession tant à l'étranger qu'à Montréal et il a conseillé de nombreuses entreprises d'envergure internationale. Reconnu pour son leadership et son sens de l'écoute, il a dirigé de grands chantiers de gestion du changement et de transformation de la culture organisationnelle.

Avant son arrivée à la Caisse, Frédéric assurait la direction générale du capital humain de KPMG Australie, un cabinet d'experts-comptables de 5 000 employés. Auparavant, il avait fait évoluer la pratique de développement organisationnel au sein de McKinsey&Company, une société-conseil en gestion, dans la région Asie-Pacifique.

La Caisse de dépôt et placement du Québec
La Caisse est une institution financière qui gère des fonds provenant principalement de régimes de retraite et d'assurance publics et privés. Un des plus importants gestionnaires de fonds institutionnels au Canada, elle investit dans les grands marchés financiers et sous forme de placements privés et d'investissements immobiliers.

Pour en savoir plus : www.lacaisse.com

André Roy

Associé directeur

Stikeman Elliott a le plaisir d'annoncer la nomination d'André Roy à titre d'associé directeur du bureau de Montréal.

Au fil des ans, M^e Roy s'est distingué comme conseiller en droit des affaires et est reconnu par les plus importants répertoires comme un avocat de premier plan en financement des entreprises et en fusions et acquisitions.

André Roy
514 397-3119
aroy@stikeman.com

Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l.
1155, boul. René-Lévesque Ouest, 40^e étage
Montréal (Québec) H3B 3V2

STIKEMAN ELLIOTT

www.stikeman.com

LA PRESSE AFFAIRES

LA SEMAINE DE MODE DE MONTRÉAL

« On veut que ça résonne dans le tiroir-caisse »

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Oubliez les mannequins filiformes, les flashes d'appareils photo et les soirées mondaines arrosées de champagne. La Semaine de mode de Montréal, c'est avant tout une affaire de billets verts.

Durant trois jours cette semaine, le marché Bonsecours se transforme en immense salle de vente pour 80 designers québécois. Ceux dont la réputation n'est plus à faire comme ceux qui veulent se faire un nom à l'échelle internationale. Tous ont le même objectif: séduire la presse spécialisée et surtout les acheteurs des grands magasins de vêtements de la planète. Sur les 250 acheteurs présents à Montréal, une quarantaine provient de l'extérieur du Canada.

« Il y a des acheteurs de partout dans le monde qui sont à Montréal cette semaine alors on veut que ça résonne dans le tiroir-caisse, dit Chantal Durivage, coprésidente de la Semaine de mode de Montréal. La mode, c'est un circuit fermé comme la F1. Montréal s'est taillé une place importante au fil des ans. Pas une place de premier plan comme Milan ou Paris, mais nous nous comparons à Berlin et Barcelone, deux autres villes très créatrices. »

Contrairement aux grands rendez-vous de la mode comme Paris et Milan, les acheteurs ont l'occasion



Chantal Durivage, coprésidente de la Semaine de mode de Montréal.

ce concept et plusieurs festivals nous ont copiés. »

Cette semaine, une trentaine de designers feront défiler leurs créations du printemps 2010. De plus, 60 designers québécois exposeront leurs créations dans les salles de montre, comparativement à 40 designers l'an dernier.

Subventionné à 36 %

La Semaine de mode de Montréal, qui se termine demain au marché Bonsecours dans le Vieux-Montréal, reçoit l'appui des gouvernements. Les pouvoirs publics subventionnent l'événement à hauteur de 36 %.

Le gouvernement du Québec a augmenté sa contribution de 280 000\$ à 325 000\$ cette année. La Ville de Montréal fournit le reste du financement public, soit 40 000\$. Le budget de la Semaine de mode de Montréal est d'environ un million de dollars.

L'investissement de Québec est rentable, soutient le ministre du Développement économique, Clément Gignac. « L'industrie de la mode est très importante au Québec, dit le ministre Gignac. Elle représente environ 18 000 emplois et Montréal est la troisième ville (de la mode) en Amérique du Nord après Los Angeles et New York. C'est aussi une question d'image. Il faut encourager le talent de nos créateurs. »

En 2007, le gouvernement québécois a annoncé un plan d'aide à l'industrie de la mode de 82 millions sur trois ans. Le ministre Gignac a l'intention de continuer de sou-

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

LA SEMAINE DE MODE EN BREF

- > Budget d'un million de dollars
- > Subventions gouvernementales de 365 000\$ (Québec 325 000\$, Montréal 40 000\$)
- > 30 défilés
- > 80 designers
- > 250 acheteurs, dont une quarantaine d'acheteurs internationaux
- > 250 journalistes, dont une dizaine de journalistes internationaux

tenir l'industrie de la mode après l'expiration du plan l'an prochain.

Déjà, hier, le ministre a annoncé qu'il débloquent 1,15 million pour soutenir des entreprises du secteur. Rudsak, qui fabrique des manteaux, bottes et sacs en cuir haut de gamme, s'est sauvée avec le gros du magot, raflant 950 000\$ grâce à un prêt d'Investissement Québec en plus d'une aide financière de 50 000\$. Harricana, qui fait des vêtements à partir de matériaux recyclés, a obtenu un prêt de 100 000\$ et une aide financière de 52 000\$.

EN BREF

Autriche : feu vert pour GLV

La firme de traitement d'eau montréalaise GLV a annoncé hier avoir obtenu le feu vert de la commission des prises de contrôle autrichienne quant à son offre de 153 millions de dollars sur Christ Water Technology, une entreprise de traitement d'eau pour les industries et les municipalités. Les actionnaires de Christ Water se voient ainsi offrir 3,35 euros par action en espèces pour un coût d'acquisition d'environ 105 millions de dollars. De plus, GLV héritera de la dette nette de 48 millions de l'entreprise autrichienne. L'offre a reçu l'approbation du plus grand actionnaire de Christ Water, Andreas Weissenbacher, qui détient environ 27% de la société par l'entremise de WAB Privatstiftung. Son action a reculé de 60 cents à la Bourse de Toronto, où elle terminée la séance à 9,15\$.

- La Presse Canadienne

Héroux-Devtek : contrat renouvelé

Le fabricant de produits aérospatiaux et industriels Héroux-Devtek a annoncé hier qu'elle a renouvelé un contrat pluriannuel d'entrevue avec la société Goodrich Corporation. Le contrat, conclu entre les divisions des trains d'atterrissage des deux entreprises, porte sur la fabrication de divers composants de trains d'atterrissage destinés à plusieurs programmes de gros porteurs commerciaux. Hier, le titre du fabricant de Longueuil a reculé de 5 cents à 5,17\$.

- La Presse Canadienne

Le PDG de CIT démissionne

L'institution financière CIT, qui sert de banquier à plusieurs équipes de la LNH dont le Canadien de Montréal, aura un nouveau PDG. En poste depuis 2004, Jeffrey Peek a annoncé hier qu'il quittera la direction de l'entreprise à la fin de l'année. Le PDG de CIT a été sévèrement critiqué pour sa gestion du risque et son incapacité à gérer la crise du crédit, lui qui a misé sur les hypothèques à risque, les prêts étudiants et le sport professionnel. CIT éprouve des difficultés financières depuis plusieurs mois et tente actuellement de restructurer une dette de 5,7 milliards de dollars en obligations. Le consortium dirigé par la famille Molson, qui deviendra sous peu propriétaire de l'équipe, ne fera pas appel aux services de CIT comme banquier. La famille Molson fait plutôt affaire avec un syndicat bancaire dirigé par la Banque Nationale.

- Vincent Brousseau-Pouliot

« La devise canadienne est intéressante pour les acheteurs européens. Du même coup, c'est intéressant pour les acheteurs canadiens d'acheter en monnaie locale. »

d'acheter les créations locales sur-le-champ. Plusieurs salles de montre ont été aménagées sur place, à quelques pas des défilés. En France ou en Italie, les acheteurs doivent attendre quelques jours après la fin des défilés afin d'avoir accès aux salles de montre. « Après les défilés, les acheteurs sont émotifs et ils ont tendance à acheter davantage, dit Chantal Durivage. Plus on s'éloigne du défilé, moins ils se laisseront guider par les émotions qu'ils ont ressenties à la fin du défilé. Nous avons inventé

Une hausse de 50 %, en pleine récession par surcroît. Chantal Durivage croit que le dollar canadien, toujours bon marché face à l'euro, joue en faveur des designers québécois. « La devise canadienne est intéressante pour les acheteurs européens. Du même coup, c'est intéressant pour les acheteurs canadiens d'acheter en monnaie locale », dit la coprésidente de la Semaine de mode de Montréal, qui en est à sa 17^e présentation. La première Semaine de mode, événement semestriel, a eu lieu en 2001.



Le Grand Prix de l'Entrepreneur^{MD} d'Ernst & Young

Lauréats 2009 du Québec

François Dufresne, associé chez Ernst & Young et directeur du Grand Prix de l'Entrepreneur pour le Québec, est heureux de présenter deux des lauréats de 2009. Le 1^{er} octobre dernier, à l'occasion d'un gala à Montréal, dix entrepreneurs québécois ont été honorés dans leur catégorie respective, l'un d'entre eux ayant été nommé Entrepreneur de l'année du Québec. Pour en savoir davantage, visitez notre site Web à www.eoy.ca/gpe.



Gilles Cossette
Certex

Dans toute crise apparaissent des leaders qui savent ce qu'ils ont à faire. Ce postulat s'applique incontestablement à Gilles Cossette, directeur général de Certex, entreprise d'économie sociale sans but lucratif employant des personnes handicapées et œuvrant dans le domaine de la récupération et du recyclage de vêtements et

de textiles usagés. Lorsqu'il en prend les rênes en mars 2006, à titre de directeur général par intérim, les perspectives de l'entreprise sont assombries par des dissensions au sein de la direction. Il redresse rapidement la situation et n'hésite pas à prendre des mesures draconiennes pour parer aux conséquences profondes de la crise sur les finances et la réputation de l'entreprise. Si Certex continue d'être le leader dans le domaine de la récupération et du recyclage de vêtements usagés au Québec, c'est grâce à la grande rigueur et à la détermination de Gilles Cossette, qui a assaini la gestion financière et mis en œuvre de nouvelles approches de gestion de la production. Passionné par la démarche sociale de l'entreprise, il favorise l'intégration sociale des personnes handicapées et contribue à améliorer l'environnement.



Jason Neale
OmniGlobe Networks Inc.

Quand Jason Neale est victime d'un licenciement économique dans l'entreprise du secteur aérospatial où il mène une brillante carrière en tant qu'ingénieur, il prépare un prestigieux MBA à Londres et est sur le point d'agrandir sa jeune famille. Pourtant, ce titulaire d'un doctorat en génie des systèmes électroniques ne se laisse pas abattre.

Avec un associé, il fonde en 2004 OmniGlobe Networks (« OGN »), une société de télécommunications qui utilise des technologies satellitaires et sans fil pour acheminer le réseau Internet haute vitesse dans des régions du monde où les communications terrestres sont peu accessibles, peu fiables ou trop coûteuses. Son expertise de pointe et son acharnement au travail l'aident à surmonter rapidement divers obstacles, et très vite, OGN est présente sur tous les continents et affiche un excellent chiffre d'affaires ainsi qu'une forte croissance qui ne connaissent aucun répit. Jason Neale est d'autant plus fier du parcours accompli qu'en établissant un partenariat avec les communautés rurales, sa société contribue à accroître la productivité et la qualité de vie des populations concernées et à briser leur isolement au moyen de la technologie.

Créé et produit par



Commanditaires nationaux



NATIONAL POST

LA PRESSE
cyberpresse.ca



En collaboration avec



Coupes françaises pour Rio Tinto Alcan

Le géant envisage une réduction d’environ 350 emplois

LA PRESSE CANADIENNE

VOREPPE, France — Rio Tinto Alcan a annoncé hier qu’il envisage une réorganisation de sa structure en France ainsi que des mesures supplémentaires de réduction de coûts dans ses activités aluminium et alumines de spécialité, un projet qui pourrait mener à une réduction d’environ 350 emplois au sein de sept de ses établissements français.

Disant être confrontée à une détérioration structurelle de ses coûts, l’entreprise estime que les résultats économiques de ses activités de production d’alumines de spécialité et d’aluminium de première fusion sont déficitaires, car très fortement touchés par la chute des prix et la baisse de la demande.

En outre, la société considère que le niveau exceptionnellement élevé des stocks mondiaux ne permet pas d’envisager une amélioration significative à court terme.

Au cours d’une réunion d’information avec le Comité central d’entreprise, Jean-Philippe Puig, président de la filiale Métal primaire Europe, Moyen-Orient et Afrique chez Rio Tinto Alcan, a de plus indiqué que les activités françaises de la société sont particulièrement pénalisées du fait d’une détérioration structurelle de leur compétitivité qui affecte toutes les usines.

« Si nous voulons sortir renforcés de la crise économique et pérenniser nos activités, nous devons revoir profondément notre organisa-

tion de travail dans l’ensemble de nos usines, ainsi que pour toutes nos fonctions de soutien », a affirmé M. Puig.

Rio Tinto Alcan soutient que la mise en oeuvre de ce plan est essentielle pour repositionner chacune des usines dans la moyenne mondiale des coûts de production et contribuer ainsi à leur pérennité. La société avait déjà engagé des mesures conjoncturelles dès le début de la crise économique, mais celles-ci s’avèrent insuffisantes.

Les informations économiques à la base de ce projet de réorganisation ont été présentées aux comités centraux d’entreprise hier.

Les établissements concernés sont Dunkerque, Paris, Saint-Jean-de-Maurienne et Voreppe pour l’aluminium, ainsi que Beyrède, Gardanne et La Bâthie pour les alumines de spécialité.



PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LA PRESSE
Rio Tinto considère que le niveau exceptionnellement élevé des stocks mondiaux d’alumines de spécialité et d’aluminium de première fusion ne permet pas d’envisager une amélioration significative à court terme.

Rio Tinto double sa participation dans Ivanhoe

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — Le groupe minier anglo-australien Rio Tinto a annoncé hier qu’il allait doubler sa participation dans le capital de son partenaire canadien, Ivanhoe Mines, de 9,9 % à 19,7 %, à la suite du lancement la semaine dernière de leur projet d’investissement commun en Mongolie.

Cette montée du capital s’effectuera par l’entremise de la souscription d’une augmentation de capital réservée, qui devrait rapporter au total 388 millions US à Ivanhoe, a précisé le groupe dans un communiqué.

L’investissement au capital, qui devrait être bouclé d’ici quelques jours, était prévu depuis que les deux groupes avaient conclu en 2006 un partenariat stratégique, visant à mettre en valeur un ambitieux projet minier dans le cuivre et l’or en Mongolie.

Rio Tinto avait à l’époque acquis une première tranche de 9,9 % du capital d’Ivanhoe pour 303 millions US, et il était prévu qu’il monte à près de 20 % du capital, une fois que le coup d’envoi aurait été donné au projet. C’est chose faite, les autorités mongoles ayant paraphé la semaine dernière un accord à ce sujet avec Rio Tinto et Ivanhoe.

Possibilités d’autres hausses

Ivanhoe a confirmé l’annonce de Rio Tinto dans un communiqué séparé, et a rappelé à cette occasion que, en vertu du partenariat qui les lie, Rio Tinto avait la possibilité de continuer à accroître sa participation pendant deux ans, jusqu’à un maximum de 46,6 %.

L’accord signé il y a une semaine à Oulan Bator vise à mettre en valeur la mine de cuivre et d’or d’Oyu Tolgoi, qui pourrait devenir une des plus grandes mines de cuivre au monde.

Oyu Tolgoi, « la Colline turquoise », située dans le sud du désert de Gobi, devrait produire jusqu’à 450 000 tonnes de cuivre par année, ainsi que 330 000 onces d’or, représentant une manne pour la Mongolie, ancien pays satellite de l’Union soviétique converti au capitalisme il y a 20 ans.

Pour avoir des fonds-étoiles, il faut une équipe toute étoile

C’est pourquoi Fidelity a constitué son Équipe Canada composée de 24 membres, l’un des plus grands groupes côté achat qui se consacre entièrement à la gestion d’actions canadiennes. De plus, cette équipe travaille en collaboration avec d’autres équipes établies partout dans le monde.

Résultat? Nos investisseurs bénéficient d’une réussite constante à longue échéance.



★★★★★ FONDS 5 ÉTOILES MORNINGSTAR	CATÉGORIE MORNINGSTAR	DATE DE CRÉATION DU FONDS
Fonds Fidelity Équilibre Canada	Équilibrés canadiens neutres	Septembre 1998
Fonds Fidelity Grande Capitalisation Canada	Actions canadiennes	Février 1988
Fonds Fidelity Dividendes	Actions canadiennes de revenu	Mai 2005
Fonds Fidelity Revenu mensuel	Équilibrés canadiens neutres	Novembre 2003
Fonds Fidelity Extrême-Orient	Actions d’Asie-Pacifique excl. le Japon	Septembre 1991
Fonds Fidelity Chine	Actions de la Grande Chine	Mai 2006
Fonds Fidelity Télécommunications mondiales	Science and Technology Equity	Juillet 2000
Portefeuille Fidelity Passage ^{MC} 2005	Équilibrés mondiaux à revenu fixe	Novembre 2005
Portefeuille Fidelity Passage ^{MC} 2020	Portefeuilles à échéancier 2020	Novembre 2005
Portefeuille Fidelity Passage ^{MC} 2025	Portefeuilles à échéancier 2020+	Novembre 2005

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS,
COMMUNIQUEZ AVEC VOTRE
CONSEILLER EN PLACEMENTS.



Série B au 31 août 2009. Source : Fidelity Management & Research Company. Veuillez lire le prospectus d’un fonds et consulter votre spécialiste en placements avant d’investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur est appelée à fluctuer fréquemment et le rendement passé pourrait ou non être reproduit. Les investisseurs verseront des frais de gestion et des charges et pourraient devoir payer des commissions ou des frais de maintien; de plus, ils pourraient réaliser un profit ou subir une perte. Les Cotes Morningstar reflètent les rendements au 31 août 2009 et peuvent changer d’un mois à l’autre. Les cotes sont calculées à partir des rendements du fonds sur 3, 5 et 10 ans comparativement aux rendements des bons du Trésor à 91 jours et des fonds de sa catégorie. Les fonds qui se retrouvent parmi les meilleurs 10 % de leur catégorie reçoivent 5 étoiles. La cote générale est dérivée d’une combinaison pondérée des cotes sur 3, 5 et 10 ans. La catégorie Morningstar, les cotes étoiles et le nombre de fonds dans chaque catégorie pour les périodes standards sont les suivantes : Fonds Fidelity Équilibre Canada : 3 ans, 5 étoiles (138 fonds); 5 ans, 4 étoiles (101 fonds); 10 ans, 5 étoiles (49 fonds); Fonds Fidelity Grande Capitalisation Canada : 3 ans, 5 étoiles (123 fonds); 5 ans, 5 étoiles (103 fonds); 10 ans, 5 étoiles (46 fonds); Fonds Fidelity Dividendes : 3 ans, 5 étoiles (66 fonds); Fonds Fidelity Revenu mensuel : 3 ans, 4 étoiles (138 fonds); 5 ans, 5 étoiles (101 fonds); Fonds Fidelity Extrême-Orient : 3 ans, 5 étoiles (17 fonds); 5 ans, 5 étoiles (15 fonds); 10 ans, 4 étoiles (6 fonds); Fonds Fidelity Chine : 3 ans, 5 étoiles (13 fonds); Fonds Fidelity Télécommunications mondiales : 3 ans, 5 étoiles (31 fonds); 5 ans, 5 étoiles (31 fonds); Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2005 : 3 ans, 5 étoiles (27 fonds); Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2020 : 3 ans, 5 étoiles (8 fonds); Portefeuille Fidelity Passage^{MC} 2025 : 3 ans, 5 étoiles (16 fonds). © 2009 Morningstar Research Inc. Tous droits réservés. Pour plus de détails, voir www.morningstar.ca. Les renseignements contenus aux présentes : 1) sont la propriété de Morningstar ou de ses fournisseurs d’information; 2) ne peuvent ni être copiés ni distribués; et 3) ne sont pas garantis comme étant exacts, complets ni à jour. Ni Morningstar ni ses fournisseurs de données ne sont responsables d’éventuels dommages ou des pertes qui pourraient découler de l’utilisation de cette information. Les rendements passés ne sauraient garantir les résultats futurs. Fidelity Investments est une marque déposée de FMR LLC. © 2009

LA PRESSE AFFAIRES

La vente d’Opel à Magna achevée sous peu

BLOOMBERG

Il se peut que General Motors signe cette semaine les documents qui confirmeront la vente d’une participation majoritaire d’Opel à un groupe ayant à sa tête l’entreprise canadienne Magna International. GM céderait ainsi le contrôle de sa filiale européenne aux prises avec des ennuis financiers, filiale qui était sienne depuis 80 ans.

Les contrats relatifs à la vente sont en voie d’être achevés, tandis que les parties travaillent sur les détails qu’il reste à ficeler, a indiqué Fritz Henderson, PDG de GM. Le constructeur américain, qui ne recevra aucun comptant à l’issue de la transaction, a consenti le 10 septembre dernier à vendre une participation de 55 % d’Opel, entreprise dont le siège se trouve à Rüsselsheim, en Allemagne, à Magna et au partenaire russe OAO Sberbank.

«Il est fort possible que ces documents soient signés cette semaine», a précisé M. Henderson qui s’adressait à des reporters hier à Shanghai.

La transaction, au montant de 5 milliards d’euros (près de 8 milliardsCAN), bénéficie de l’appui des autorités allemandes qui ont fait des pressions depuis mai dernier pour qu’Opel soit vendu à Magna, entreprise d’Aurora, en Ontario. Le gouvernement de la chancelière Angela Merkel



Fritz Henderson, PDG de GM, s’est adressé à des reporters hier à Shanghai.

PHOTO ALY SONG, REUTERS

a offert des garanties de prêt de 4,5 milliards d’euros pour financer la réorganisation de la filiale non rentable, dont environ la moitié de l’effectif total de 50 000 travailleurs se trouve en Allemagne. Magna, plus important fabricant canadien

de pièces d’autos, et Sberbank, de Moscou, doivent investir 500 millions d’euros dans Opel.

La vente d’Opel, qui construit également des véhicules sous la marque Vauxhall au Royaume-Uni, s’inscrit dans la stratégie de GM de réduire le nombre de

ses marques pour renouer avec les bénéfices.

Ainsi, GM projette de vendre sa filiale Saab non rentable en Suède à un groupe comprenant Koenigsegg Automotive, constructeur de voitures sport. Le constructeur américain

élimine également sa filiale Pontiac aux États-Unis et il a décidé à la fin de septembre d’éliminer la marque Saturn après qu’un projet de vente de cette filiale à Penske Automotive Group eut tourné court.

Par ailleurs, Sichuan Tengzhong Heavy Industrial Machinery a accepté le 9 octobre dernier d’acquérir la filiale Hummer de GM en partenariat avec l’entrepreneur Suolang Duoji. Des personnes au courant du dossier ont indiqué que le prix de la transaction serait peut-être de 150 millionsUS. GM n’a pas dévoilé de chiffre à cet égard.

Il se peut que l’acquisition de la filiale Hummer reçoive la bénédiction du gouvernement chinois cette année, a dit M. Henderson au cours d’une entrevue, ajoutant qu’il était «satisfait» du prix obtenu. Tengzhong, de Chengdu, en Chine, «indiqué que la transaction sera approuvée. C’est l’objectif que la société chinoise poursuit. La balle est dans leur camp», a ajouté le PDG de GM.

En vertu de l’entente touchant la vente d’Opel, GM conservera une participation de 35 % dans le constructeur européen, alors que les employés d’Opel recevront une participation de 10 % en échange de concessions de 1,2 milliard d’euros au chapitre des coûts.

AVIATION

« Au moins neuf mois avant une reprise » du trafic d’affaires

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Il faudra «au moins neuf mois avant de voir une amélioration du (trafic) en classe affaires», d’où les compagnies aériennes tirent d’ordinaire la part la plus substantielle de leurs bénéfices, a indiqué le PDG de l’IATA, Giovanni Bisignani, hier, au cours d’une rencontre avec quelques journalistes.

L’Association internationale du transport aérien (IATA) table sur une perte de 11 milliards US cette année pour l’ensemble du secteur et encore sur une perte de 3,8 milliards US l’an prochain.

L’ensemble du secteur aérien a enregistré un chiffre d’affaires de 535 milliards US en 2008 et prévoit seulement 455 milliards US en 2009 (-15 %) avant un rebond à 476 milliards US projeté pour 2010 (+4,6 %).

Si le nombre de passagers a baissé de 6 ou 7 % depuis un an, c’est surtout «la baisse du trafic de passagers en classe affaires qui est spectaculaire», atteignant -14 % sur un an, a constaté M. Bisignani, alors que ces passagers sont les plus rentables.

«Nous avons observé au cours des précédentes crises que de rattraper le niveau antérieur pour ces passagers prenait du temps, et que nous ne retrouvions jamais le même niveau

de rentabilité», a remarqué Anthony Concil, principal porte-parole, qui participait à cette rencontre.

En outre, en classe économique, les compagnies ont mis en place de nombreuses réductions de prix, ce qui fait que «les avions sont pleins, mais que leur rentabilité est faible», a-t-il ajouté.

Les compagnies aériennes n’ont pas le choix de continuer à diminuer leurs coûts. «Toutes les grandes compagnies mettent en place des réductions de postes» et de capacité, a remarqué M. Bisignani.

L’IATA travaille aussi à des programmes permettant d’accélérer l’embarquement dans les avions, de remplacer les cartes d’embarquement par des codes-barres à télécharger sur le téléphone portable du passager, d’optimiser l’utilisation des moteurs au sol, de restaurer la compétitivité du fret par avion comparé au fret par bateau, etc.

Le prix du pétrole, qui a fortement baissé par rapport à la fin de l’année 2008, a apporté un peu de soutien au secteur et son évolution jouera aussi un rôle important sur les résultats sectoriels dans les mois à venir.

L’IATA fonde ses prévisions sur un baril à 72\$US en moyenne en 2010 et s’inquiète surtout d’un retour de la spéculation sur le marché.

Hausse du prix des maisons neuves en août

BLOOMBERG

Les prix des maisons neuves au Canada ont augmenté pour le deuxième mois de suite en août dernier grâce notamment aux hausses observées à Saint-Jean (Terre-Neuve), à Québec et à Regina.

L’indice portant sur les prix des maisons neuves a progressé de 0,1 % par rapport à juillet, précisait hier Statistique Canada. Les augmentations de juillet et d’août ont fait suite à neuf mois de baisses. Les économistes son-

dés par Bloomberg avaient prédit un gain mensuel de 0,2 %.

À Saint-Jean, les prix ont augmenté de 1,1 % alors que la hausse a été de 0,9 % à Québec. L’augmentation a été un peu plus modeste à Regina, en Saskatchewan, atteignant 0,8 %. Mais c’est Hamilton, en Ontario, qui a accusé la plus grosse chute des prix en août, soit 0,5 % par rapport à juillet.

Sur un an, l’indice des prix des maisons neuves au Canada a reculé de 3,1 %.



PHOTO LA PRESSE

La hausse du prix des maisons neuves a été de 0,9 % à Québec en août par rapport en juillet.

Gelez votre hypothèque!

GIRARD

suite de la page 1

De plus, j’aimerais rappeler qu’aucun gourou n’a vu dans sa boule de cristal la magistrale flambée boursière (+ de 50 %) qui a été enclenchée à partir du 9 mars dernier et qui perdure... à la grande surprise des plus grands gestionnaires de portefeuille au monde.

Et la cerise sur le sundae de la finance: personne n’a prévu la hausse de taux d’intérêt que l’Australie a annoncée la semaine dernière, devenant ainsi le premier pays industriel à augmenter son taux directeur depuis le début de la crise financière mondiale.

Vous me voyez venir avec ma conclusion: n’attendez pas après les gourous pour renouveler et rallonger le terme de votre hypothèque avant les prochaines hausses de taux d’intérêt.

À votre place, je ne miserais pas sur eux pour m’indiquer le moment propice.

Et ce n’est pas une question de remise en cause de leur compétence. Le problème? Les marchés financiers sont devenus tellement gigantesques (avec leur immense volume de transactions financières: Bourse, marché monétaire, marché obligataire) et tellement complexes (avec leurs mille et

un produits dérivés: options, contrats à terme, papier commercial, etc.) qu’il est finalement impossible d’établir de solides prévisions économiques et financières.

Aucun gourou n’est de mauvaise foi dans ses prévisions financières. C’est le défi à relever qui est trop grand.

Quoi qu’il en soit, je crois que la hausse australienne des taux d’intérêt nous lance un sérieux signal. Les taux hypothécaires ont atteint leur niveau plancher ou presque. Donc, ils ne peuvent que remonter.

Conclusion: si vous recherchez la paix hypothécaire, il faut opter pour des termes plus longs, genre cinq ou sept ans. Sur le marché hypothécaire, on peut actuellement décrocher une hypothèque de cinq ans entre 3,75 % et 4,00 % et une de sept ans entre 5,30 % et 6,00 %.

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques et financières à moyen terme, le service des études économiques de Desjardins prévoit que le taux des fonds à un jour de la Banque du Canada passera de 0,25 % (aujourd’hui) à une moyenne annuelle de 2,50 % en 2011.

On parle d’une hausse potentielle de taux d’intérêt de 2,25 % d’ici deux ans.

Avez-vous les moyens d’attendre?



Les midis-conférences
FASKEN MARTINEAU
de l'Association des MBA du Québec



Services financiers: la nouvelle réalité

M. Réjean Robitaille
Président et chef de la direction
Banque Laurentienne

Le mercredi 28 octobre 2009 à 11h45
Hôtel Omni Mont Royal
Salon Les Saisons

Membre régulier: 45 \$
Membre étudiant: 35 \$
Membre retraité: 35 \$
Non-membre: 75 \$
Table de 8 personnes: 495 \$
(taxes non comprises)

Pour réservation: (514) 282-3810 poste 2003
Internet: ambaq.com

VISA, MasterCard, American Express et chèque acceptés.
Seules les annulations reçues au moins 48 heures à l'avance seront acceptées.



1995269A

Intel plus vigoureux que prévu

BLOOMBERG

Intel Corp., premier fabricant mondial de puces électroniques, vient de présenter des prévisions de ventes et de rentabilité dépassant les estimations des analystes, ce qui indique que la demande d'ordinateurs revient au niveau d'avant la récession. Le titre a bondi de 6,4 % hier.

Pour le quatrième trimestre, Intel prévoit des ventes de 9,7 milliardsUS à 10,5 milliardsUS, comparativement à une estimation moyenne de 9,5 milliardsUS relevée lors d'un sondage de Bloomberg. Au troisième trimestre, le bénéfice net a baissé à 1,86 milliardUS, ou 33 cents US par action, a précisé hier la société américaine. Les revenus ont reculé de 8,1 %, à 9,39 milliardsUS.

Les prévisions annoncées hier sont d'autant plus impressionnantes qu'Intel avait déjà révisé à la hausse ses estimations il y a deux mois, constate Patrick Wang, analyste de Wedbush Morgan Securities, à New York. Paul Otellini, PDG d'Intel, s'attend à voir le marché des micro-ordinateurs (PC) croître cette année, ce qui défie les prédictions des analystes.

«La société a connu un trimestre phénoménal encore une fois», soutient M. Wang, qui s'attend à ce que le titre d'Intel fasse mieux que celui de ses concurrents. «Intel a dépassé les attentes en ce qui concerne les revenus et la marge brute», ajoute-t-il.



PHOTO JAE C. HONG, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

L'utilisation des puces d'Intel dans toutes sortes de machines, depuis les ordinateurs portables jusqu'aux superordinateurs, fait des ventes de la société un baromètre de la demande de l'industrie.

L'action a gagné 1,31\$US, à 21,80\$US, après séance. En hausse de 40 % cette année, elle avait clôturé à 20,49\$US à la Bourse NASDAQ.

Le bénéfice net d'Intel a baissé de 7,8 % par rapport au résultat de 2,01 milliardsUS, ou 35 cents US par action, au cours du trimestre correspondant un an plus tôt.

La marge brute, soit le pourcentage des ventes qui reste après les coûts de production, a atteint 58 % au troisième trimestre. Cela se compare à la prédiction d'Intel, qui était d'environ 53 %. Au cours du présent trimestre, la marge

brute devrait atteindre environ 62 %, a indiqué la société.

Les données publiées par Intel lancent deux semaines de divulgations de résultats par les grandes entreprises américaines de technologie, y compris IBM, Google, et Microsoft. L'utilisation des puces d'Intel dans toutes sortes de machines, depuis les ordinateurs portables jusqu'aux superordinateurs, font des ventes de la société un baromètre de la demande de l'industrie.

«Tout le monde a été pas mal surpris de la vigueur de l'industrie de la technologie

tout au long du ralentissement économique», explique Kim Caughey, analyste de Fort Pitt Capital Group, de Pittsburgh.

Microsoft lance un nouveau système d'exploitation Windows ce mois-ci, un événement qui, en règle générale, stimule les commandes de micro-ordinateurs. La question est de savoir combien de temps ce sursaut va durer. Les commandes de pièces de PC baissent, ce qui indique que les ventes d'Intel sont susceptibles de diminuer de nouveau, estime Daniel Barenbaum, analyste d'Auriga USA, à New York.

JOHNSON AND JOHNSON

Hausse des profits... et déception

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le groupe de pharmacie et de produits d'hygiène personnelle Johnson and Johnson a vu son bénéfice net se redresser légèrement au troisième trimestre et a relevé son objectif de bénéfice par action pour 2009.

Son bénéfice net a progressé de 1,1 %, à 3,345 milliards US, entre juillet et septembre, après deux trimestres de baisse, a annoncé hier le groupe dans un communiqué.

Le groupe a enregistré une hausse de son bénéfice par action hors éléments exceptionnels à 1,20\$US comparativement à 1,17\$US un an plus tôt, un peu mieux que prévu par les analystes (1,13\$US).

Mais le tableau est moins rose côté ventes: le chiffre d'affaires a reculé de 5,3 % au troisième trimestre, à 15,081 milliards US, soit moins que prévu par les analystes (15,19 milliards US).

Le groupe a néanmoins revu à la hausse ses prévisions de bénéfice net par action pour 2009, tablant désormais sur une fourchette entre 4,54 et 4,59\$US (comparativement à 4,45-4,55\$US un trimestre plus tôt).

Décus par la baisse des ventes, les investisseurs ont accueilli froidement ces résultats, l'action a perdu 2,4 %, à 61,70\$US, à Wall Street.

Cisco achète Starent

L'acquisition vise à «accélérer l'avènement de l'internet mobile»

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — L'équipementier télécoms américain Cisco a annoncé hier l'acquisition de son compatriote Starent Networks, spécialisé dans les technologies reliant les téléphones portables à l'internet, pour 2,9 milliards US, avec une prime de quelque 20 % par rapport au cours de clôture de lundi.

Dans un communiqué, Cisco a précisé qu'il verserait 35\$US par action de Starent, dont le cours avait clôturé à 29,03\$US lundi.

Le groupe, qui compte sur une conclusion de la transaction avant la fin de juin 2010, a précisé qu'il faudrait attendre son exercice financier 2012 pour obtenir une retombée positive sur ses bénéfices.

«L'internet mobile est à un point clé, alors que les téléphones multifonctions équipés d'internet et les autres appareils portables connectés conquièrent un marché croissant», a souligné Cisco.

C'est la deuxième grosse acquisition pour le groupe californien en moins d'un mois: le 1^{er} octobre, il avait annoncé une offre d'achat amicale de 3 milliards US du spécialiste norvégien de la vidéoconférence Tandberg.

Starent, société établie dans le Massachusetts et créée en 2000, est cotée en Bourse depuis 2007. Elle compte un millier d'employés, pour un chiffre d'affaires de 254,1 mil-

lions US en 2008, en hausse de 74 % sur un an.

«Cisco et Starent Networks partagent la même vision et apportent des technologies complémentaires visant à accélérer l'avènement de l'internet mobile, où le réseau est la plateforme permettant aux fournisseurs de service de lancer, fournir et rentabiliser la prochaine génération d'applications et de services multimédias», a souligné un haut responsable de Cisco, Pankaj Patel, cité dans un communiqué.

Il est précisé qu'après la fusion, Starent deviendra un nouveau secteur d'activité de Cisco consacré à l'internet mobile sous la gouverne son directeur général actuel, Ashraf Dahod, lui-même placé sous l'autorité de M. Patel.

Dans un marché en baisse, l'action de Cisco a progressé des 11 cents US, soit 0,45 %, à 23,89\$US.

Sur le site d'analyse financière 247WallSt.com, Douglas McIntyre estimait que cette transaction «pourrait être stratégiquement intelligente, parce qu'elle consolide la position de Cisco sur le marché des infrastructures sans fil».

M. McIntyre jugeait toutefois cette acquisition cher payée, tout en soulignant que, vu son trésor de guerre, Cisco en a les moyens. Le groupe de San José avait 35 milliards US de liquidités à la fin de son exercice 2009, clos le 25 juillet.

LA PRESSE AFFAIRES MAGAZINE



Exclusivement dans **La Presse** ce vendredi.

Ne manquez pas le magazine économique conçu par l'équipe du cahier *La Presse Affaires*.

À lire dans cette édition :

LES NOUVELLES ARMES DE L'INDUSTRIE
DU TABAC
Stratégies d'une industrie controversée

LA VIE APRÈS LA BULLE
Entrevue Charles Siros

VANCOUVER DANS TOUS SES ÉTATS
Portrait d'une cité qui cherche son second souffle

LES GENS D'AFFAIRES LES MIEUX FRINGUES
Voyez ce que révèlent les étiquettes

Aussi, les chroniques *Technaute*, *Auto* et *Voyage*.



LA PRESSE AFFAIRES MAGAZINE, un autre regard sur le monde des affaires.

LA PRESSE



3 043 890 spectateurs l'ont vu.

Et vous?

Visitez www.broue.ca

Ticketpro **514 790-1111**
Groupes **514 527-3644**

LA PRESSE AFFAIRES

OPSENS DE QUÉBEC

La PME s'offre un premier client albertain

GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

En cette journée marquée par une bonne nouvelle venue de l'Ouest canadien — une commande de « plusieurs » millions de dollars provenant d'un important producteur de pétrole et gaz de l'Alberta — le chef de la direction financière d'Opsens, Louis Laflamme, n'a pas cessé, hier, de répondre au téléphone.

« Ça n'a pas dérouté », lance-t-il au bout du fil. « Tout le monde veut me parler: des actionnaires, des gestionnaires de fonds de Toronto et même des petites firmes de courtage de l'Alberta dont j'ignorais même l'existence. »

Une journée comme celle-là, la direction d'Opsens l'attendait depuis belle lurette.

« Pour nous, ça marque officiellement notre entrée par la grande porte en vue de la commercialisation de notre capteur de pression à fibre optique en Alberta. »

En mai 2007, cette petite société d'une quarantaine d'employés — que *Le Soleil* a déjà désignée comme le secret le mieux gardé à Québec parmi la quarantaine de sociétés cotées en Bourse — a signé une entente avec cet important producteur de pétrole pour qu'il mette à l'essai le capteur dans l'un de ses puits.

Pendant 18 mois, ce producteur, dont l'identité ne peut être dévoilé pour des raisons commerciales, a testé la technologie développée à Québec. L'essai a été concluant puisque le producteur vient de demander à Opsens d'équiper 26 puits sur l'un de ses champs d'exploitation.

Louis Laflamme parle d'un contrat totalisant « plusieurs » millions de dollars. Pour des



PHOTO JEAN-MARIE VILLENEUVE, LE SOLEIL

Le chef de la direction financière d'Opsens, Louis Laflamme, tient entre ses doigts le capteur de pression à fibre optique qui permet de mesurer la température et la pression jusqu'à 300 degrés Celsius au fond des puits de pétrole.

motifs de confidentialité, il ne peut en dire davantage sur le montage exact du contrat.

Tout en signalant que le client albertain qui possède 150 puits pourrait passer d'autres commandes, M. Laflamme note que l'annonce d'hier allait assurément faire des petits. Des capteurs sont déjà à l'essai dans les puits de la société d'énergie Nexen de Calgary.

« Notre client est considéré comme un leader qui parvient toujours à réduire ses coûts de production en ayant recours

aux nouvelles technologies. Ses concurrents cherchent à l'imiter. Ce contrat représente donc pour nous une belle carte de visite auprès des autres producteurs qui n'ont pas les mêmes ressources pour évaluer l'efficacité des technologies. »

Optimiser le rendement des puits

Opsens se spécialise dans le développement, la fabrication et la commercialisation de capteurs à fibre optique pour les marchés du pétrole et gaz,

de l'instrumentation médicale, des laboratoires scientifiques et des transformateurs haute-puissance.

Pour le marché du pétrole, le capteur à fibre optique OPP-W d'Opsens est utilisé pour mesurer la pression et la température à l'intérieur des puits afin d'optimiser le rendement des procédés d'exploitation des réserves souterraines.

S'il a traîné la patte au cours des derniers mois à la suite de la chute des prix, le marché du

pétrole reprend tranquillement de la vigueur en Alberta.

Dans un communiqué de presse, le président d'Opsens, Pierre Carrier, estimait que la bonne nouvelle d'hier au sujet de l'instrumentation de 26 puits et les autres propositions sur la table laissait entrevoir « une forte hausse des revenus consolidés pour l'année fiscale 2010 ».

À la Bourse de Toronto, hier, la valeur de l'action d'Opsens a augmenté de 0,05 \$ pour clôturer la journée à 0,75 \$.



N'ATTENDEZ PLUS LE FUTUR. PRENEZ SES COMMANDES.

Vivez l'expérience Lincoln 2010. Profitez d'offres exceptionnelles sur nos plus récentes innovations en matière de sécurité, de design, de qualité et d'écoénergie.

0%* DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS

Sur la plupart de nos modèles MKZ, MKS et MKX 2010.



Jantes représentées offertes en option. AUSSI DISPONIBLE EN TRACTION INTÉGRALE

Jantes représentées offertes en option.

LINCOLN MKX 2010 à traction intégrale

Achetez pour 43 000 \$**
0% de financement à l'achat
Transport en sus.

Termes de 60 mois

Louez pour 529 \$**/mois
Termes de 48 mois. Acompte de 5 995 \$.

VOICI LA TOUTE NOUVELLE

LINCOLN MKT 2010 à traction avant

La combinaison parfaite de confort, qualité, technologie et luxe.

A partir de

49 950 \$**

Visitez votre concessionnaire Lincoln dès aujourd'hui. Votre 2010 est ici maintenant.

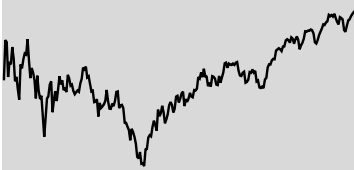
LINCOLN
LAISSEZ VOTRE MARQUE
lincolncanada.com

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



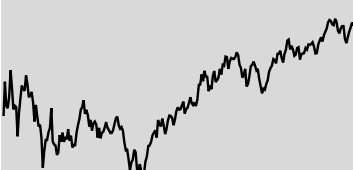
FERMETURE 1 073.19
VAR. 1J -0.28 % | 1 AN +6.96 %
52 SEM. HAUT 1 080.15 BAS 666.79

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1 J (pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	64 645,59	574,58	0,90
CAC 40 (France)	3 801,39	-44,41	-1,15
DAX (Allemagne)	5 714,31	-68,92	-1,19
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 432,57	-24,32	-0,99
FTSE 100 (Angleterre)	5 154,15	-56,02	-1,08
Hang Seng (Hong Kong)	21 467,36	168,01	0,79
Mexico Bolsa (Mexique)	30 611,10	135,67	0,45
FTSE MIB (Italie)	23 928,77	-212,18	-0,88
NIKKEI 225 (Japon)	10 076,56	60,17	0,60
S&P/ASX 200 (Australie)	4 785,70	45,90	0,97
Shanghai (Chine)	2 936,19	41,71	1,44
Swiss Market (Suisse)	6 321,26	-56,52	-0,89

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE 11 413.54
VAR. 1J -0.20 % | 1 AN +25.91 %
52 SEM. HAUT 11 648.55 BAS 7 479.96

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ISHARES CON S& (XIU)	12 219 812	17,05	-0,23
CAN HYDRO DEVE (KHD)	11 882 400	5,22	0,00
HORIZONS BETAP (HND)	7 825 772	5,34	6,59
BOMBARDIER/B (BBD.B)	7 743 403	4,94	-3,33
YAMANA GOLD (YRI)	7 185 237	13,09	3,72
HORIZONS BETA/ (HNU)	6 831 174	14,90	-6,14
URANIUM ONE IN (UUU)	6 819 185	3,07	-2,54
NEW GOLD (NGD)	6 161 956	4,63	4,28
SUNCOR ENERGY (SU)	5 017 221	38,70	2,93
LUNDIN MINING (LUN)	4 902 997	3,88	3,74
HORIZONS BETAP (HOU)	4 587 969	9,17	4,92
LAKE SHORE GOL (LSG)	3 929 013	3,36	4,35
FNX MINING (FNX)	3 787 011	12,05	10,75
PACIFIC RIMING (PRE)	3 667 615	13,98	6,80
CONS. THOMSPSO (CLM)	3 625 341	5,44	-7,17
TALISMAN ENERG (TLM)	3 547 114	19,65	0,10

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
FNX MINING (FNX.W)	104 211	3,91	28,20
ALTUS MINERAL (ALS)	622 457	7,13	18,05
URANIUM (UML)	5 100	3,20	15,11
POTASH ONE (KCL)	2 449 032	2,65	14,72
AKITA DRILL. (AKT.A)	61 408	11,25	14,68

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
MACDONALD DETT (MDA)	136 015	36,38	3,03
ARBOR MEMORI (ABO.A)	2 700	22,99	2,09
CANADIAN NAT.R (CNQ)	2 089 286	74,95	1,98
ARBOR MEMORI (ABO.B)	1 750	22,40	1,90
DETOUR GOLD (DGC)	1 304 261	16,10	1,57

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
GLOBAL DIVI (GIL.U)	278 249	2,17	-20,22
HELIX BIOPHARM (HBP)	101 600	2,43	-12,27
OSISKO MININ (OSK.WA)	35 425	2,36	-9,23
BANKERS PET. (BNK.W)	9 833	2,01	-7,80
GENERAL MOLY (GMO)	25 750	3,06	-7,27

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
FAIRFAX FINANC (FFH)	41 914	376,71	-5,69
CANADIAN PACIF. (CP)	533 828	48,40	-1,50
CANADIEN NATIO (CNR)	835 036	52,56	-1,34
BANQUETO (TD)	2 782 469	64,64	-1,16
MAGNA INTERN/ (MG.A)	269 708	45,42	-1,15

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE 1 322.28
VAR. 1J 1.14 % | 1 AN +35.51 %
52 SEM. HAUT 1 325.04 BAS 678.62

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
FALCON OIL & GA (FO)	8 828 907	0,26	8,51
BAYSWATER URAN (BAY)	6 326 891	0,18	44,00
SVIT GOLD (SDP)	5 660 300	0,10	53,85
ENCORE RENAISS. (EZ)	5 649 111	0,13	8,70
FREESTAR RES. (FWR)	3 850 258	0,47	-6,00
TERRANE METALS (TRX)	3 616 204	0,78	11,43
PRIZE MINING (PRZ)	3 357 398	0,06	9,09
SAGE GOLD (SGX)	3 010 712	0,06	9,09
SAN GOLD (SGR)	3 005 023	3,01	-4,75
GOLD HAWK RES. (CGK)	2 767 000	0,05	0,00

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme

> 12 mois



74,15 \$US

Variation 1 JOUR +0,88 \$US

Variation 1 SEM. +4,61 %

Variation 1 AN -8,67 %

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	17,98	-0,05	-0,28	22,31
S&P/TSX 60 (XIU)	17,05	-0,04	-0,23	21,79
S&P/TSX fin. (XFN)	21,72	-0,37	-1,67	14,62
S&P/TSX éner. (XEG)	18,82	0,40	2,17	43,66
S&P/TSX or (XGO)	21,86	0,26	1,20	52,33
Oblig. c. terme (XS8)	29,08	-0,02	-0,07	3,12
Oblig. l. terme (XSB)	29,44	0,01	0,03	5,67
S&P 500 (XSP)	12,46	-0,01	-0,08	12,25

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1 J (\$)	(%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEM. HAUT	BAS	DIV. ANN.
ÉNERGIE	2 841,78 pts		2,22		34,36			
▲ Nexen (NXY)	25,07	1,07	4,46	24 288	16,88	29,10	13,72	0,20
▲ Canadian Oil Sands (COS.U)	33,70	1,34	4,14	17 894	59,72	36,00	16,65	1,00
▲ Arc Energy (AET.U)	21,89	0,64	3,01	11 439	8,91	21,90	11,41	1,20
▲ Suncor Energy (SU)	38,70	1,10	2,93	50 172	63,15	40,13	18,80	0,40
▲ Can Natural Res. (CNQ)	74,95	1,98	2,71	20 689	53,74	76,91	34,19	0,42
▲ Crescent Point En. (CPG)	37,80	0,86	2,16	9 367	56,91	38,23	18,13	2,76
▲ Enplus Res. (ERF.U)	24,81	0,40	1,69	2 603	3,55	33,49	16,75	2,16
▲ EnCana (ECA)	63,82	0,93	1,48	14 855	12,04	65,71	41,36	1,67
▲ Penn West Energy (PWT.U)	16,81	0,24	1,45	5 764	23,88	22,67	8,82	1,80
Imperial Oil (IMO)	42,03	0,29	0,69	4 753	2,54	49,11	31,00	0,40
Pengrowth Energy (PGF.U)	10,73	0,07	0,66	3 338	14,76	14,24	5,84	0,84
Husky Energy (HSE)	30,31	0,16	0,53	11 826	-1,81	41,78	24,78	1,20
Talisman Energy (TLM)	19,65	0,02	0,10	35 471	61,33	19,88	8,28	0,23
Enbridge (ENB)	42,72	-0,02	-0,05	7 151	7,99	43,00	33,10	1,48
Cameco (CCO)	30,68	-0,16	-0,52	12 545	45,75	32,97	14,54	0,24
▼ Transcanada (TRP)	33,30	-0,60	-1,77	19 430	0,39	38,65	28,86	1,52
MATÉRIAUX	2 956,91 pts		0,54		30,62			
▲ Semafo (SMF)	3,22	0,13	4,21	13 930	168,33	3,25	0,75	0,00
▲ Teck Cominco (TCK.B)	33,10	0,39	1,19	27 435	449,83	33,29	3,35	0,00
Goldcorp (G)	44,40	0,15	0,34	24 945	15,66	46,45	17,77	0,18
Barrick (ABX)	41,36	0,11	0,27	31 852	-7,49	49,87	22,00	0,43
▼ Potash (POT)	93,32	-1,12	-1,19	6 280	4,22	135,00	61,81	0,40
▼ Canam (CAM)	7,39	-0,11	-1,47	230	11,13	8,12	4,19	0,16
▼ Domtar (UFX)	42,20	-0,67	-1,56	16	80,34	45,00	8,04	0,00
▼ Osisko (OSK)	7,73	-0,13	-1,65	20 953	112,36	9,24	1,40	0,00
▼ Cascades (CAS)	7,84	-0,15	-1,88	1 547	127,91	8,19	1,70	0,16
▼ Tembec (TMB)	0,87	-0,02	-2,25	226	-9,37	2,00	0,50	0,00
TÉLÉCOMS	658,74 pts		-0,60		-8,62			
Telus (T)	35,01	-0,12	-0,36	5 510	-9,85	43,66	29,12	1,90
BCE (BCE)	25,84	-0,12	-0,46	27 811	2,83	38,65	20,94	1,62
Rogers (RCI.B)	28,20	-0,20	-0,70	24 248	-22,93	37,50	25,40	1,16
CONSOMMATION AUTRE	854,21 pts		-0,67		5,56			
▲ TVA (TVA.B)	12,69	0,30	2,42	14	142,64	13,02	4,81	0,20
▲ Reitmans (RET.A)	17,23	0,37	2,19	1 027	47,90	17,23	8,09	0,72
▲ Canadian Tire-A (CTC.A)	57,68	1,00	1,76	2 409	32,75	60,75	36,56	0,84
▲ Le Château (CTU.A)	12,75	0,20	1,59	101	71,14	12,98	6,31	0,70
▲ Astral Media (ACM.A)	34,10	0,37	1,10	829	39,75	34,49	19,41	0,50
Dorel (DII.B)	30,29	0,17	0,56	341	8,18	32,37	15,00	0,52
Uni-Select (UNS)	27,50	0,02	0,07	119	19,93	29,00	18,20	0,47
BMTc (GBT.A)	22,50	0,00	0,00	0	28,50	22,50	16,02	0,36
Cogeco Câble (CCA)	31,61	-0,04	-0,13	603	-8,40	38,40	26,08	0,88
Pages Jaunes (YLO.U)	5,57	-0,02	-0,36	22 518	-16,74	9,15	4,68	0,80
Thomson Reuters (TRI)	34,95	-0,22	-0,63	14 229	-1,83	38,88	24,83	1,19
Rona (RON)	16,00	-0,12	-0,74	1 602	33,33	16,24	10,03	0,00
▼ Shaw (SJR.B)	19,79	-0,24	-1,20	7 566	-8,42	23,26	17,37	0,84
▼ Quebecor (QBR.B)	24,00	-0,54	-2,20	407	22,26	25,96	13,80	0,20
▼ Magna (MG.A)	45,42	-1,15	-2,47	2 697	23,59	55,25	25,44	0,00
▼ Gildan (GIL)	20,34	-0,55	-2,63	3 432	43,34	29,55	7,35	0,00
SANTÉ	327,60 pts		-0,68		29,75			
Bioratechnologies (TH)	2,80	0,02	0,72	1 606	40,00	4,92	1,05	0,00
Biovail (BVF)	15,31	-0,06	-0,39	5 563	32,67	16,59	8,24	0,38
Atrium (ATB)	15,23	-0,12	-0,78	706	17,88	16,89	9,60	0,00
▼ MDS (MDS)	8,74	-0,35	-3,85	3 474	15,76	13,45	4,96	0,00
TECHNOLOGIES	256,33 pts		-0,92		41,97			
Exfo (EXF)	3,80	0,04	1,06	625	-2,31	5,21	2,46	0,00
Open Text (OTC)	40,72	0,29	0,72	2 042	10,08	44,60	27,37	0,00
▼ Research in Motion (RIM)	70,85	-0,94	-1,31	16 139	43,13	95,00	44,23	0,00
▼ CGI (GIB.A)	13,35	-0,22	-1,62	12 559	39,06	13,90	8,41	0,00
SERVICES PUBLICS	1 527,28 pts		-1,10		1,17			
Boralex (BLX)	9,96	0,46	4,84	974	31,92	10,98	5,00	0,00
Innergerx (IEF.U)	10,09	0,16	1,61	602	9,67	11,93	8,00	1,00
Gaz Métro (GZM.U)	16,21	-0,09	-0,55	241	23,27	16,38	10,63	1,24
▼ Canadian Utilities (CU)	38,52	-0,55	-1,41	1 048	-4,89	43,30	34,05	1,41
▼ Fortis (FTS)	25,12	-0,37	-1,45	2 455	2,16	28,00	20,70	1,04
▼ TransAlta (TA)	21,36	-0,50	-2,29	4 141	-12,10	27,95	17,96	1,16
CONSOMMATION COURANTE	1 420,68 pts		-1,29		-2,50			
Shoppers Drug Mart (SC)	43,49	0,11	0,25	5 824	-9,49	51,94	41,39	0,86
Lassonde (LAS.A)	44,22	0,00	0,00	1	35,81	44,22	31,00	1,08
Molson (TPX.B)	51,60	0,00	0,00	3	-12,79	60,00	40,25	1,02
Lablaw (L)	31,24	-0,30	-0,95	2 040	-10,67	37,57	26,11	0,84
▼ Weston (George) (WN)	55,89	-0,98	-1,72	1 007	-6,77	67,43	50,60	1,44
▼ Saputo (SAP)	24,83	-0,53	-2,09	6 251	12,00	28,00	18,38	0,58
▼ Metro (MRU.A)	34,50	-0,75	-2,13	4 702	-6,76	40,00	27,38	0,55
▼ Couche-Tard (ATD.B)	18,62	-0,42	-2,21	3 686	28,95	20,32	11,12	0,14
▼ Jean Coutu (PICA)	9,29	-0,21	-2,21	2 756	11,93	10,94	6,06	0,18
FINANCE	1 536,45 pts		-1,58		35,47			
Banque Laurentienne (LB)	38,81	0	0	1 000	0	38,81	38,81	0

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

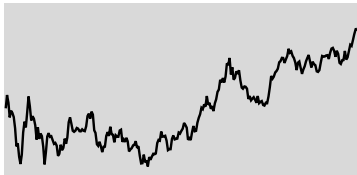
DENRÉES				
	FERMETURE	VARIATION (%)		
		1 JOUR	1 AN	
Blé (\$US/boisseau)	5,11	3,44	-13,13	
Cacao (\$US/livre)	1,40	0,91	35,97	
Café (\$US/livre)	1,38	0,29	17,68	
Mais (\$US/boisseau)	3,82	0,13	-7,23	
Soya (\$US/boisseau)	9,93	-0,60	7,00	
Sucre (\$US/livre)	0,22	5,51	89,91	
ÉNERGIE				
	FERMETURE	VARIATION (%)		
		1 JOUR	1 AN	
Essence (\$US/gallon)	1,83	1,61	-4,67	
Gaz naturel (\$US/gigagoule)	4,61	-5,55	-31,09	
Mazout (\$US/gallon)	1,92	1,40	-17,94	
Source : New York Mercantile Exchange (NYMEX)				
MÉTAUX				
	FERMETURE	VARIATION (%)		
		1 J	1 AN	
Aluminium (\$US/livre)	0,86	-0,50	-13,15	
Argent (\$US/once)	17,80	-0,14	64,92	
Cuivre (\$US/livre)	2,85	0,74	24,87	
Étain (\$US/livre)	6,83	-0,82	5,24	
Nickel (\$US/livre)	8,42	-1,33	49,68	
Palladium (\$US/once)	328,50	-0,39	61,19	
Platine (\$US/once)	1 352,80	1,00	36,77	
Plomb (\$US/livre)	1,04	1,68	51,58	
Zinc (\$US/livre)	0,94	0,12	43,10	
Source : London Metal Exchange				

LES OBLIGATIONS				
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	9,50	01-06-10	105,71	0,38 0,00
Canada	9,00	01-03-11	110,56	1,24 0,02
Canada	6,00	01-06-11	107,61	1,25 0,03
Canada	10,25	15-03-14	131,40	2,66 0,11
Canada	9,75	01-06-21	156,11	3,75 0,23
Canada	8,00	01-06-23	143,34	3,87 0,16
Canada	8,00	01-06-27	149,32	4,05 0,17
Canada	5,75	01-06-29	122,78	4,05 0,16
LES PROVINCES				
Hydro Québec	11,00	15-08-20	156,26	4,40 0,00
Manitoba	7,75	22-12-25	133,12	4,78 0,00
New Brunswick	6,00	27-12-17	114,04	3,97 0,12
Newfoundland	6,15	17-04-28	115,92	4,83 0,00
Nova Scotia	6,60	01-06-27	120,42	4,86 0,00
Ontario	6,25	25-08-28	117,26	4,84 0,00
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	115,35	2,75 0,20
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	140,52	4,78 0,00
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	139,37	4,79 0,00
P E I	8,50	27-10-15	126,62	3,55 0,11
Québec	6,00	01-10-29	114,85	4,83 -0,03
LES CORPORATIONS				
Bell Canada	7,00	24-09-27	101,42	6,86 0,11
Bombardier	7,35	22-12-26	93,50	8,05 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	107,07	5,48 0,12
Gtaa	6,45	03-12-27	107,72	5,75 0,12
Investors Gr	6,65	13-12-27	102,85	6,38 0,11
Wtcoast Ene	6,75	15-12-27	110,76	5,78 0,12

TAUX D'INTÉRÊT			
	FERMETURE	RENDEMENT	
		SEM.	ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	0,50	0,00	-2,25
Taux préférentiel	2,25	0,00	-2,25
Fonds à un jour	0,25	0,00	-2,25
Bons du Trésor (3 mois)	0,21	0,00	-0,39
Obligations (2 ans)	1,67	0,49	-0,56
Obligations (10 ans)	3,50	0,26	-0,30
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	0,50	0,00	-1,25
Taux préférentiel	3,25	0,00	-1,25
Fed funds	0,25	0,00	-1,25
Bons du trésor (3 mois)	0,06	-0,01	-0,12
Obligations (2 ans)	0,89	-0,02	-0,69
Obligations (10 ans)	3,34	0,08	-0,64
OR			
New York			
1 064,20\$US			
Variation	1 JOUR	+7,50\$US	
Variation	1 SEM.	+2,46\$US	
Variation	1 AN	+26,86\$US	

DOLLAR CANADIEN

EN CENTS US > 12 mois



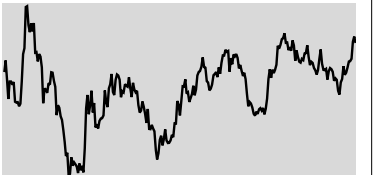
96,48¢US

VARIATION +0,73¢

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un dollar US 103,65¢

EN EURO > 12 mois



0,6513€

VARIATION -0,0028€

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un euro 1,5353\$

LES DEVISES DANS LE MONDE

Afrique du Sud	1 \$ vaut 7,10 rands	Japon	1 \$ vaut 86,74 yens
Australie	1 \$ vaut 1,06 dollar	Liban	1 \$ vaut 1 556,30 livres
Brésil	1 \$ vaut 1,67 real	Mexique	1 \$ vaut 12,70 pesos
Chine	1 \$ vaut 6,60 renminbis	Norvège	1 \$ vaut 5,43 couronnes
Grande-Bretagne	1 \$ vaut 0,61 livre	Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut 1,31 dollar
Hong-Kong	1 \$ vaut 7,50 dollars	Russie	1 \$ vaut 28,58 roubles
Inde	1 \$ vaut 44,94 roupies	Suède	1 \$ vaut 6,75 couronnes
Israël	1 \$ vaut 3,60 n.shekels	Suisse	1 \$ vaut 0,99 franc

L'assureur Allianz prévoit une chute des Bourses

BLOOMBERG

Allianz SE, premier assureur européen et gestionnaire d'un portefeuille d'environ 600 milliardsUS, s'attend à une chute du marché boursier parce que la reprise économique accuse du retard par rapport à la progression de l'indice Standard & Poor's 500 depuis sept mois.

« À mon avis, l'embellie boursière actuelle devance de beaucoup ce qui se passe dans

la vraie vie », soutenait lundi Paul Achleitner, patron de la filiale financière d'Allianz, société dont le siège se trouve à Munich. « Le niveau d'attente est si élevé, a-t-il poursuivi au cours d'une entrevue au siège de Bloomberg à New York, qu'il existe un risque d'écart entre les attentes et les données économiques. » L'indice Standard & Poor's 500 a bondi de 59 % depuis le creux de 12 ans atteint le 9 mars dernier, tandis que des signes indiquent

que la pire récession aux États-Unis depuis les années 1930 est en train de se résorber. Il reste que le taux de chômage aux États-Unis a atteint 9,8 % en septembre, le plus haut niveau depuis 1983, et que les économistes prévoient que la reprise des dépenses de consommation sera timide, tandis que le taux de chômage menace de passer la barre des 10 %. « Nous devons nous assurer de ne pas nous engager trop tôt », a dit M. Achleitner, en

parlant de la gestion des actifs qui garantissent les polices d'assurance d'Allianz. « Nous faisons preuve de prudence à l'égard des marchés des actions en ce qui concerne les sommes que nous y confions », a-t-il ajouté. Au cours des 12 mois terminés le 30 juin dernier, le volet actions du portefeuille d'Allianz avait fondu à 27,2 milliards d'euros (40,3 milliardsUS). M. Achleitner a précisé que le portefeuille de la société est composé d'en-

viron 9 % d'actions, ajoutant que cette répartition convient à l'entreprise. Hier, le Standard & Poor's 500 a perdu 0,28 % à New York après avoir affiché une hausse au cours des six séances précédentes, plus longue séquence du genre depuis juin 2007. Le nombre d'emplois a chuté de 263 000 en septembre aux États-Unis, et ces pertes ont été constatées aussi bien dans les États et les gouvernements locaux aux prises avec un manque d'argent que chez les détaillants et les entreprises de construction, indiquaient des données publiées ce mois-ci par le département américain du Travail. Le président Barack Obama a qualifié ce rapport de « rappel qui donne à réfléchir et qui illustre que l'amélioration de la situation se fait par à-coups ».

Les financiers allemands se font à l'idée d'une reprise lente

AGENCE FRANCE-PRESSE

FRANCFORT — La confiance des milieux financiers dans les perspectives de l'économie allemande a reculé en octobre, confortant l'idée que la reprise de la première économie européenne sera laborieuse. Le baromètre de l'institut Zew publié hier, basé sur un sondage auprès de quelque 300 économistes et investisseurs institutionnels, a légèrement glissé de 1,7 point, à 56,0 points, en octobre, faisant moins bien que prévu par le consensus du marché. « Après une montée impressionnante depuis la fin de l'an dernier (...), l'enthousiasme cède progressivement la place au réalisme », estime l'économiste d'ING Carsten Brezski. L'indice n'avait reculé qu'une fois depuis le début de l'année, en juillet. Le repli inattendu des exportations en août annoncé récemment a assombri le moral des experts. Les inquiétudes pour la consommation, alors que le chômage est appelé à monter dans les mois à venir, a aussi pesé. En revanche, la nouvelle progres-



Même la victoire à la fin de septembre aux élections législatives des conservateurs d'Angela Merkel (notre photo) et de ses alliés libéraux, soutenus par les milieux industriels et financiers, n'a pas réussi à faire progresser le baromètre de l'économie en Allemagne.

sion des commandes industrielles a eu un effet positif. Au final, la quasi-stagnation de l'indice reflète « l'opinion du moment : la conjoncture s'améliore, mais seulement progres-

sivement », a commenté le président de l'institut Zew, Wolfgang Franz. Même la victoire à la fin de septembre aux élections législatives des conservateurs d'Angela Merkel et de ses

alliés libéraux, soutenus par les milieux industriels et financiers, n'a pas réussi à faire progresser le baromètre. Il est vrai que l'économie n'est pas encore sortie de l'ornière. L'évaluation des experts

sur les affaires courantes reste « aussi désolée qu'auparavant et ne s'améliore que très lentement », souligne l'institut dans un communiqué. Sur l'ensemble de l'année en cours, l'Allemagne va accusé une contraction de son produit intérieur brut, entre 4 et 5 % selon la chancellerie, 4,5 % affirme le quotidien populaire Bild d'hier, certes moins prononcée que les 6 % redoutés. Cette année n'en restera pas moins dans les annales comme la plus forte récession du pays depuis la période de l'après Seconde Guerre mondiale. Le gouvernement doit annoncer ses nouvelles prévisions vendredi, selon le ministère de l'Économie. Les chances pour l'Allemagne de jouer le rôle de la locomotive de la relance européenne restent bonnes, estiment toutefois de nombreux économistes qui se réfèrent aux récentes statistiques positives notamment dans l'industrie. Le gouvernement, en cours de formation, va sans doute alléger quelque peu la facture fiscale des foyers, ce qui devrait permettre à la consommation privée de rester stable l'an prochain, ajoute l'expert d'ING. Son confrère de Natixis, Costa Brunner, reste sceptique à cet égard. Selon lui, le dérapage des finances publiques, causé par les vastes plans de soutien à l'économie, rendra les marges de manoeuvre de Berlin très étroites dans le domaine des baisses d'impôts.

Toronto : or et pétrole n'ont pas suffi

REVUE BOURSIÈRE
MALCOLM MORRISON
LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La Bourse de Toronto a terminé la séance d'hier en légère baisse en dépit du sommet touché par le cours de l'or et l'appréciation de celui du pétrole brut. L'indice composé S&P/TSX a clôturé en baisse de 23,38 points, à 11 413,54 points. La solide performance des sociétés minières et énergétiques a fait progresser le parquet torontois de 4,36 % la semaine dernière. Pendant ce temps, la hausse des cours des matières premières, la faiblesse de la devise

américaine et les données positives sur le marché de l'emploi du mois dernier ont permis au dollar canadien de s'envoler à son plus haut niveau depuis la fin de l'été 2008. Le huard a pris 0,73 cent US pour terminer la journée à 96,48 cents US, après avoir atteint 97,42 cents US en cours de séance, un sommet depuis août 2008. Le dollar canadien s'est apprécié de 3,37 cents US la semaine dernière. Le secteur torontois de l'énergie a avancé de 2,14 %, le cours du baril de pétrole ayant gagné 88 cents US, à 74,15\$US, à la Bourse des matières premières de New York. L'action d'EnCana a grimpé de 93 cents, à 63,82\$, tandis que celle de Canadian Natural

Resources a avancé de 1,98\$, à 74,95\$. Le secteur financier du parquet torontois a pour sa part abandonné 1,57 %, après que l'analyste Meredith Whitney eut abaissé sa recommandation sur l'action du groupe Goldman Sachs, la faisant passer d'« acheter » à « neutre ». Cette révision à la baisse survient alors que certaines des plus grandes banques américaines s'apprentent à dévoiler leurs résultats financiers cette semaine. JP Morgan Chase dévoilera les siens aujourd'hui, suivie demain par Goldman Sachs et Citigroup, et par Bank of America vendredi. La publication des résultats des banques au premier trimestre, il y a sept mois, avait

donné le coup d'envoi de la reprise boursière. De même, les meilleurs résultats que prévu pour le deuxième trimestre, en juillet, ont rallumé la flamme de la progression des marchés. À Toronto hier, l'action de la Banque Scotia a chuté de 77 cents, à 46,49\$, tandis que celle de la Financière Manuvie a perdu 45 cents, à 22,08\$. La Bourse de croissance TSXV s'est appréciée de 14,93 points, à 1322,28 points. Les marchés américains ont aussi été affaiblis par les résultats financiers du plus récent trimestre de Johnson & Johnson. Les bénéfices du géant des soins de santé ont surpassé les attentes des analystes, mais pas ses revenus.

Les investisseurs veulent observer, dans les résultats des entreprises, des signes que les consommateurs recommencent à dépenser et que les entreprises ont été capables de faire croître leurs bénéfices grâce à l'augmentation de leurs revenus, et non seulement grâce aux mesures de réduction de coûts. La moyenne Dow Jones des valeurs industrielles a retraité de 14,74 points, à 9871,06 points, tandis que l'indice élargi S&P 500 a laissé 3,01 points, à 1073,18 points, et que l'indice composé du NASDAQ a cédé 0,75 point, à 2139,89 points. Le lingot d'or a avancé de 7,43\$US pour clôturer au niveau record de 1065\$US l'once à New York, pendant que le dollar américain a atteint son plus bas niveau en 14 mois. À Toronto, le secteur aurifère a gagné 1,29 %, tandis que celui des métaux de base a avancé de 1,09 %.

PORTFOLIO

LES DOSSIERS SPÉCIAUX DE LA PRESSE AFFAIRES

GRANDE RÉGION DE SOREL-TRACY

DES NOUVELLES DES ENTREPRISES

PAGE 17

Ce reportage sur la grande région de Sorel-Tracy est disponible sur lapresseaffaires.cyberpresse.com/portfolio



ILLUSTRATION PHILIPPE TARDIF, LA PRESSE

Les hauts et les bas de Sorel-Tracy



CLAUDE PICHER
CHRONIQUE

Toutes les villes ont un objet de fierté: une anecdote historique, la naissance d'un personnage célèbre, un édifice particulièrement remarquable, un site naturel privilégié.

À Sorel, c'est le sapin de Noël.

Tout Sorelois qui se respecte sera fier de vous apprendre que c'est à Sorel, le 24 décembre 1781, que fut illuminé le premier sapin de Noël en Amérique du Nord.

Le héros de cette histoire est le général Friedrich Adolf von Riedesel, arrivé au Canada en 1776 à la tête de 4300 mercenaires allemands engagés par les Britanniques pour mater l'insurrection américaine.

L'année suivante, il est battu à plate couture et fait prisonnier par les Américains. Libéré en 1779, il est transféré en 1781 à Sorel par le gouverneur anglais de la province de Québec, Sir Frederick Haldimand. Il s'installe dans ce qui est

aujourd'hui la Maison des Gouverneurs (joyau du patrimoine historique sorelois), et c'est dans cette maison que la baronne von Riedesel installera un sapin de Noël, longue tradition allemande à peu près inconnue hors d'Allemagne à cette époque.

Au moment où les Riedesel reçoivent leurs invités pour Noël 1781, Sorel est déjà une vieille ville selon les critères nord-américains.

Fondée en 1665, c'est la quatrième ville en ancienneté du Canada, après Québec, Trois-Rivières et Montréal. Autre motif de fierté pour les Sorelois.

La longue histoire de Sorel-Tracy est surtout celle d'une ville qui a profité d'un développement économique important avant de connaître le déclin.

Dès le début des années 1800, Sorel accueille ses premiers chantiers navals. La construction navale, et toute l'activité économique qu'elle

entraîne (fonderies, scieries, briqueteries, manufactures spécialisées) deviendra pendant près de 150 ans l'image de marque de Sorel.

Des chantiers réputés

La réputation de ses chantiers, de ses fonderies et de son port, qui prend beaucoup d'importance, dépasse largement les frontières du Québec.

La longue histoire de Sorel-Tracy est surtout celle d'une ville qui a profité d'un développement économique important avant de connaître le déclin.

L'économie soreloise connaît son âge d'or lors de la Deuxième Guerre mondiale, alors que ses chantiers emploient plus de 10 000 travailleurs. Entre 1941 et 1951, la population de la ville double.

Après toute cette effervescence, la région est durement touchée par le déclin de la construction navale, dorénavant dominée par des géants sud-coréens et japonais imbattables sur le plan de la compétitivité.

Certes, Sorel a survécu à ce coup dur et conserve d'importants employeurs, dont en premier lieu QIT-Fer et titane, qui fournit à lui seul 1500 emplois bien payés.

Aujourd'hui, le revenu personnel disponible atteint 23 247\$ dans la municipalité régionale de comté (MRC) Pierre-de-Saurel, 14% de moins que la moyenne en Montérégie.

Mais le revenu ne dit pas tout. La région est lourdement dépendante des programmes

Pourtant, elle compte plus de 10% des assistés sociaux chroniques (10 ans et plus de prestations) et aptes au travail.

Comme si cela n'était pas assez, la ville n'a pas un très bel aspect. Que vous l'approchiez par l'autoroute ou par le traversier de Berthierville, le premier mot qui vous vient à l'esprit, c'est «pollution». Et la citrouille sur le gâteau: la ville s'est fait une assez douteuse réputation comme repaire des Hell's ...

Aspects intéressants

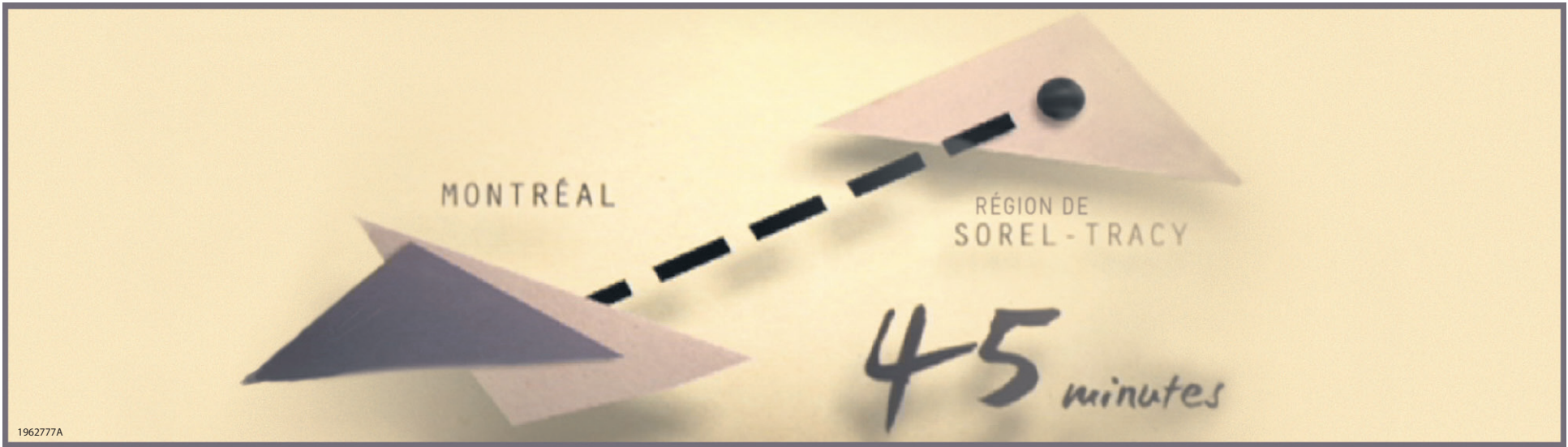
Un des aspects les plus intéressants de ce portfolio sur la grande région de Sorel-Tracy est de montrer que les gens sont loin de baisser les bras.

Ma collègue Martine Letarte y rapporte notamment toute une série d'initiatives prometteuses dans les secteurs agroalimentaire et industriel.

Il existe déjà à Sorel une agréable promenade aménagée le long du Saint-Laurent, mais le projet de réaménagement des quais, envisagé par l'administration municipale, est carrément plus emballant.

Il s'agit de transformer un des secteurs les plus laids de la ville en un coin agréable où, pour reprendre l'expression du maire, «les gens pourront s'installer sur des terrasses pour manger ou prendre un verre tout en admirant la vue».

Mais surtout, il faut lire l'entrevue avec Josée Plamondon, directrice générale du Centre local de développement, qui explique comment Sorel-Tracy, «longtemps reconnue comme une des régions les plus polluantes du Québec», est en train de se recycler en «pôle de savoir en écologie industrielle».



PORTFOLIO GRANDE RÉGION DE SOREL-TRACY

Redonner les berges aux citoyens

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Comme bien des régions riveraines du Québec, la région de Sorel-Tracy n'exploite pas au maximum la richesse de ses territoires qui longent le fleuve Saint-Laurent et la rivière Richelieu.

Toutefois, le maire, Marcel Robert mène de front différents projets pour redonner les berges aux citoyens.

Tout près du centre-ville, le secteur des quais de la rivière Richelieu sera réaménagé pour que les citoyens puissent en bénéficier.

«Autrefois, on faisait de la réparation navale à cet endroit. Nous voulons repenser le secteur en lui donnant une vocation récréotouristique. Les citoyens auront enfin accès aux rives et pourront mettre à l'eau de petites embarcations. Tout près, les gens pourront s'installer sur des terrasses pour manger ou pour prendre un verre tout en admirant la vue», indique M. Robert.

En 2010, les plans et devis devraient être achevés et si tout va comme prévu, les travaux pourraient commencer en 2011.

Le maire de Sorel-Tracy a aussi l'intention de poursuivre le travail qu'il a entamé, il y a quelques années déjà, auprès du quai #2, sur le bord du fleuve Saint-Laurent.

«Dans le cadre de sa politique de cession des quais aux autorités municipales, le gouvernement fédéral nous a transféré ce quai de transbordement situé en plein centre-ville, qui était pratiquement laissé à l'abandon», indique M. Robert.

Le quai #2 est très intéressant pour les résidents et les touristes, aux yeux du maire. «Il avance de 600 pieds dans le fleuve et on y retrouve une vue phénoménale.»

L'administration souhaite ainsi réaménager ces deux sites riverains et les connecter au centre-ville. «En fait, je souhaite qu'on relie la Maison des Gouverneurs qui est située sur le bord de la rivière Richelieu à la marina par une piste cyclable et piétonnière de cinq kilomètres sur le bord de l'eau», précise le maire.

Agenda 21

Ce grand chantier est un exemple, pour l'administration de Sorel-Tracy, d'un projet mené en respectant les grands principes de l'Agenda 21, un concept issu de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en 1992.

«L'Agenda 21, c'est un plan d'action qui comprend les trois fonctions de base du développement durable: le développement économique, le développement social et le développement environnemental. À Sorel-Tracy, nous avons adopté l'Agenda 21 et cela signifie que pour tout projet, nous consultons des acteurs de ces trois secteurs et nous agissons de façon concertée», explique le maire.

Ainsi, avec le grand projet de réaménagement des berges, la Ville de Sorel-Tracy augmentera ses espaces verts, améliorera la qualité de vie de ses résidents et stimulera le développement économique à proximité des berges.

«Nous sommes situés à la porte d'entrée du lac Saint-Pierre, un endroit très intéressant pour le développement de l'industrie récréotouristique», ajoute M. Robert.

La Ville de Sorel-Tracy compte 35 000 habitants sur un territoire de 56 km². Marcel Robert en est le maire depuis 2000.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Avec le grand projet de réaménagement des berges, la Ville de Sorel-Tracy augmentera ses espaces verts, améliorera la qualité de vie de ses résidents et stimulera le développement économique à proximité des berges, estime le maire, Marcel Robert.

Restauration de la rampe de lancement de navires

Une renaissance souhaitée

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

La rampe de lancement de navires, située dans le parc Ludger-Simard, est inutilisée depuis quelques années et certains acteurs de la région souhaitent la faire renaître.

«Cette infrastructure vaut des dizaines de millions de dollars. De plus, construire une rampe du genre aujourd'hui serait un processus extrêmement lourd en raison de toutes les lois environnementales qui s'appliquent aux projets de construction sur les berges. Il faudrait réaliser de nombreuses études, pendant des années, ce qui représenterait des coûts faramineux», explique Pierre Ouellet, directeur général de la Société des parcs industriels de Sorel-Tracy.

Des investissements sont tout de même nécessaires dans les infrastructures existantes pour faire un état des lieux et pour déterminer si toutes les fondations en acier construites dans les années 20 et 30 sont réutilisables. On doit aussi déterminer quelle nou-



ILLUSTRATION PHILIPPE TARDIF

velle technologie répondrait le mieux aux besoins actuels de l'industrie.

Une fois restaurée, la rampe pourra accueillir des bateaux de grand gabarit pour réaliser des inspections et de la réparation.

La Société des parcs industriels de Sorel-Tracy évalue à une dizaine de millions de dollars la somme nécessaire à la réhabilitation de la rampe et évalue qu'une centaine d'emplois pourrait ainsi être créée dans la région.

Chef de file dans le domaine des aciers forgés en Amérique du Nord



SOREL FORGE

100, rue McCarthy, Saint-Joseph-de-Sorel
450 746-4000 • www.sorelforge.com

Vous avez des projets?

Nous avons
L'EXPERTISE

Les centres de recherche de la région de Sorel-Tracy mettent leurs ressources en commun pour soutenir les entreprises et les institutions et trouver des solutions novatrices à leurs problèmes.

- Le **Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTEI)** a pour mandat d'appuyer la R-D en entreprise, notamment en matière de soutien à l'innovation et d'aide au développement de produits. Il vise également à consolider l'expertise québécoise dans le domaine de la valorisation des matières résiduelles industrielles.
www.cttei.qc.ca
- Le **Centre de services spécialisés en métallurgie des poudres (CS2MP)** vise à soutenir et à stimuler le développement des applications de poudres composites magnétiques au Québec, une technologie émergente prometteuse d'emploi. Le centre peut mettre à contribution, pour vos projets, une équipe d'experts représentant plusieurs domaines de la métallurgie des poudres.
450 742-5933, poste 238
- Le **Technocentre en écologie industrielle** accompagne les entreprises et les collectivités dans leur démarche sur les plans stratégique et opérationnel pour améliorer leur performance dans une perspective de développement durable. Il a notamment mis au point des activités de sensibilisation sur le développement durable pour les entreprises et fait l'élaboration de projets d'amélioration d'efficacité des bâtiments.
www.ecocarrefour.ca

Dans la région de Sorel-Tracy,
l'économie du savoir est mise au service de VOTRE entreprise!

PORTFOLIO

GRANDE RÉGION DE SOREL-TRACY

Le secteur agricole se remet en question

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Dans la grande région de Sorel-Tracy, comme ailleurs au Québec, les temps sont durs pour le secteur de l'agriculture: la relève est difficile à trouver, l'innovation en matière de nouveaux types de culture est encore rare et les initiatives de transformation des produits de base pour leur donner une valeur ajoutée sont difficiles à susciter.

Qu'à cela ne tienne! Les différents intervenants du milieu de la grande région de Sorel-Tracy ont décidé de faire bouger les choses.

«Nous avons décidé d'agir sur ces trois questions que nous avons ciblées dans le mémoire que nous avons déposé à la commission Pronovost sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois», indique Alain Beaudin, commissaire agricole de la MRC Pierre-De Saurel.

D'abord, il y a le défi de la relève qu'il faut repérer, mais aussi soutenir. L'un des moyens jugés efficaces dans la région est les «incubateurs» dans lesquels on peut louer, à prix modeste, des bâtiments et des terrains à de jeunes agriculteurs.

«Un jeune ne peut pas se lancer du jour au lendemain dans l'agriculture, acheter une ferme qui produit du lait, des

porcs ou des poulets, parce que ça prend des millions. Lorsque nous accueillons de jeunes agriculteurs dans des incubateurs, ça leur permet de commencer à produire tout en amassant du capital de mise de fonds pour acheter une ferme lorsque leurs trois années en incubateur seront écoulées», explique M. Beaudin.

Ces jeunes agriculteurs sont aussi particulièrement susceptibles de s'intéresser à l'agriculture d'émergence. On pense par exemple aux fines herbes, à l'alpaga (mammifère proche du lama élevé pour sa laine), aux petits fruits riches en antioxydants, au lait de brebis, etc.

En matière d'agriculture d'émergence, le commissaire agricole de la MRC Pierre-De Saurel travaille sur un projet qui lui tient particulièrement à cœur: développer l'élevage des brebis laitières.

«En ce moment, il y a peu de brebis élevées au Québec et la très grande majorité d'entre elles sont utilisées pour leur chair. Pourtant, le lait de brebis fait de très bons fromages onctueux, notamment des fromages à tartiner et du feta, parfait pour les salades», affirme-t-il.

De jeunes producteurs en incubateur pourraient bien se lancer dans l'élevage de brebis laitières et la MRC sonde actuellement l'intérêt de certaines fromageries pour le projet.



ILLUSTRATION PHILIPPE TARDIF, LA PRESSE

Du pleurote cultivé à Saint-Ours

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Depuis quatre mois, l'entreprise Advitam, de Saint-Ours, fait de la production commerciale de pleurotes, un champignon raffiné.

«Les gens nous connaissent depuis plus longtemps parce que nous avons commencé à faire de la culture artisanale il y a deux ans, pendant que nous adaptions notre bâtiment», explique Marie-Claude Héroux, qui a fondé l'entreprise avec son conjoint Grégoire Dorval.

Pour y arriver, le couple a dû y aller d'essais et d'erreurs. «Il n'y avait pas vraiment d'expertise développée dans le domaine au Québec et les expériences réalisées avaient été plutôt malheureuses», ajoute-t-elle.

Pour le moment, l'entreprise achète ses semences de pleurotes, mais elle aimerait un jour les faire elle-même en laboratoire. Cela ne devrait pas être un très grand défi pour Grégoire, diplômé en biochimie et en microbiologie. Marie-Claude et Grégoire y vont donc



Marie-Claude Héroux, Grégoire Dorval et leurs pleurotes.

étape par étape pour faire croître leur entreprise. «Nous développons aussi nos marchés au fur et à mesure. Lorsque nous arrivons à augmenter notre production, nous nous trouvons d'autres acheteurs.»

Question de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier, les clients d'Advitam sont diversifiés: restaurateurs, épiceries fines, grandes surfaces et magasins d'aliments naturels de la région. Éventuellement, l'entreprise a l'intention d'aller

livrer ses pleurotes à Montréal.

«On est sept producteurs de pleurotes au Québec, mais nous sommes les plus près de Montréal. Lorsque nous irons, ce sera parce que nous serons capables de produire suffisamment pour pouvoir remplir notre camion», précise M^{me} Héroux.

Actuellement, l'entreprise produit 40 kg de pleurotes par semaine et son objectif est d'arriver, au cours de la prochaine année, à en faire 200.

De grandes avancées pour les éleveurs de lapins

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Encore marginal, l'élevage de lapins devient de plus en plus professionnel au Québec. Les éleveurs viennent d'ailleurs de gagner une grande victoire avec l'arrivée d'un abattoir dans la province.

«Jusqu'à maintenant, on devait envoyer nos lapins en Ontario, alors on ne pouvait pas être concurrentiels», explique Julien Pagé, président du Syndicat des producteurs de lapins du Québec et propriétaire d'un élevage dans la région de Sorel-Tracy. Bientôt, ce sera l'abattoir de Canards du Lac Brome, dans les Cantons-de-l'Est, qui abattra les lapins québécois. «Ils sont en rodage actuellement», affirme M. Pagé. Il reste toutefois d'autres défis à relever, notamment la question du prix de vente du lapin.

«Nous espérons que l'arrivée de l'abattoir aidera à faire diminuer les intermédiaires. Actuellement, entre le moment

où le lapin emballé sort de l'abattoir et le moment où le consommateur le met dans son panier, son prix double», déplore M. Pagé.

Pour contrer ce problème, certains éleveurs se tournent vers la vente à la ferme, mais cela exige qu'ils apprennent littéralement un autre métier. Les producteurs de lapins du Québec ont également encore beaucoup à faire pour professionnaliser leurs techniques, d'après Julien Pagé, qui n'hésite pas à regarder du côté de l'Europe pour trouver les meilleures façons de faire.

«Ils sont au moins 15 ans en avance sur nous. Par exemple, chez certaines races, les femelles sont reconnues pour avoir beaucoup de lait et pour avoir toujours plusieurs lapereaux. Une autre race est reconnue pour sa croissance rapide, alors c'est très intéressant pour les mâles. En regardant la génétique, on peut arriver à des gains de productivité importants», explique-t-il.

On retrouve plus de 70 producteurs de lapins au Québec.

«**DES AFFAIRES
À DIMENSION
HUMAINE**»

Desjardins & Cie

Des experts réunis sous un même toit, à vos côtés.

Desjardins met toutes ses compétences, ses ressources et son accessibilité au service des entreprises. Vous trouverez au Centre financier aux entreprises du Richelieu toute l'écoute, l'expertise et les ressources pour donner vie à vos projets et développer vos affaires à la mesure de vos ambitions.

Les affaires n'ont jamais été aussi accessibles.

C'est plus qu'une banque.
C'est tout Desjardins qui appuie les entreprises.

Caisse populaire Desjardins
Pierre-De Saurel

Caisse Desjardins Centre
du Bas-Richelieu

Caisse Populaire Riviera

Desjardins
Centre financier
aux entreprises

Richelieu

desjardins.com

Conjuguer avoirs et êtres

PORTFOLIO GRANDE RÉGION DE SOREL-TRACY

L'écologie industrielle comme fer de lance

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

«Longtemps, Sorel-Tracy a été reconnue à travers le Québec comme étant l'une des régions les plus polluantes, notamment en raison de toutes ses grandes entreprises du secteur des métaux», indique d'emblée Josée Plamondon, directrice générale du Centre local de développement Pierre-De Saurel.

Or, les différents intervenants de la région ont décidé de prendre les mesures nécessaires pour changer la donne et, même, pour devenir des leaders dans le domaine de «l'écologie industrielle», une approche qui préconise l'utilisation des déchets de production.

«Au début des années 90, la région a fait son premier plan de redressement et, à partir de 1995, on a vraiment pris le virage environnemental en mettant l'accent sur l'écologie industrielle. Nous avons sensibilisé les entreprises pour les amener à valoriser leurs résidus en développant différentes technologies environnementales», explique M^{me} Plamondon.

Évidemment, lorsqu'une région souhaite prendre un tel virage, elle doit mobiliser plusieurs acteurs pour agir sur différents fronts. Entre autres, en 1999, le Cégep de Sorel-Tracy a créé le Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTEI) qui intervient auprès des entreprises sur la gestion et la mise en valeur des matières résiduelles.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Plusieurs entreprises de la région ont amorcé un virage écologique important, notamment par la récupération de leurs résidus de production. D'autres en ont fait une spécialité. Ainsi, Ferrinov récupère les poussières d'aciérage pour en faire des pigments anticorrosifs pour la peinture industrielle.

«Nous travaillons avec les entreprises pour les amener à utiliser diverses techniques de valorisation. Nous tentons aussi de susciter de nouveaux projets auprès des entreprises, de les amener à développer de nouvelles technologies et de nouveaux produits», indique Hélène Gignac, directrice générale du CTTEI.

L'organisme accompagne les entreprises dans leurs démarches et peut les aider à améliorer leurs pratiques d'un point de vue environnemental,

notamment en analysant le cycle de vie de leurs produits.

Le CTTEI travaille aussi avec le Technocentre en écologie industrielle pour mettre en place une plateforme de recherche et développement sur l'écologie industrielle et le développement durable.

Deux exemples

Si le grand virage de l'écologie industrielle est relativement nouveau dans la MRC Pierre-De Saurel, certaines entreprises ont été des précurseurs. C'est le cas

de Matériaux Excell qui valorise les résidus produits par les aciéries depuis près de 40 ans.

«Nous recevons environ un million de tonnes de résidus par année et nous les transformons en différents produits, comme des matériaux de construction, des fertilisants agricoles et du matériel pour le nettoyage au jet de sable», explique Marcel Allard, directeur, recherche et développement, chez Matériaux Excell.

L'entreprise de 65 employés, qui a un chiffre d'affaires de

30 millions, continue d'innover. Elle est actuellement en train de développer, avec le CTTEI, une nouvelle substance pour faire fondre la neige et la glace qui pourrait être utilisée par les voiries et qui, contrairement au sel, serait sans impact pour l'environnement. Elle travaille aussi avec Polytechnique pour développer un produit qui aurait la capacité de capter le phosphate des cours d'eau, cette substance qui crée les algues bleues.

D'autres entreprises innovatrices sont plus récentes dans la région, comme Ferrinov, qui récupère les poussières d'aciérage pour en faire des pigments anticorrosifs pour la peinture industrielle.

«C'est à la demande des aciéries de la région que nous avons fait de la recherche et développement pour arriver à ce produit», affirme Louis Archambault, président de Ferrinov.

Après 10 ans de travail, l'entreprise vient tout juste de signer une importante entente de distribution de cinq ans avec l'entreprise Wonder Technology pour le marché chinois. «C'est important pour nous, d'autant plus que la Chine représente environ 30% du marché mondial des pigments pour la peinture industrielle», ajoute-t-il.

Ferrinov espère signer une entente avec un grand distributeur canadien et se prépare à investir 2 millions dans l'agrandissement de son usine pour faire passer sa production de 200 à 1200 tonnes par année.

Fabspec s'adapte au marché

Il y a trois ans, Fabspec, un fabricant de produits de grande dimension à base d'acier ou de différents alliages, concentrait ses efforts sur l'industrie pétrochimique albertaine. «Mais depuis, il ne se passe plus rien là-bas, alors on s'est réorienté», affirme Martin Michaud, vice-président opérations.

Depuis, l'entreprise a surtout réalisé des projets pour l'industrie des mines et de l'hydroélectricité. «Heureusement, il y a beaucoup de projets au Québec dans ces domaines», précise M. Michaud.

Cette année, Fabspec a ajouté une importante carte à son jeu: l'effervescent secteur des infrastructures. «Ce secteur n'est pas touché par la récession, au contraire! Et comme nous avons été en mesure de nous réorienter rapidement, avant même que la crise frappe, nous n'avons pas été trop touchés. D'ailleurs, nous sommes très positifs en ce qui a trait aux années à venir. Nous sommes même en période d'embauche», ajoute-t-il.

Fondée en 1974, Fabspec est située à Sorel-Tracy et compte 130 employés.

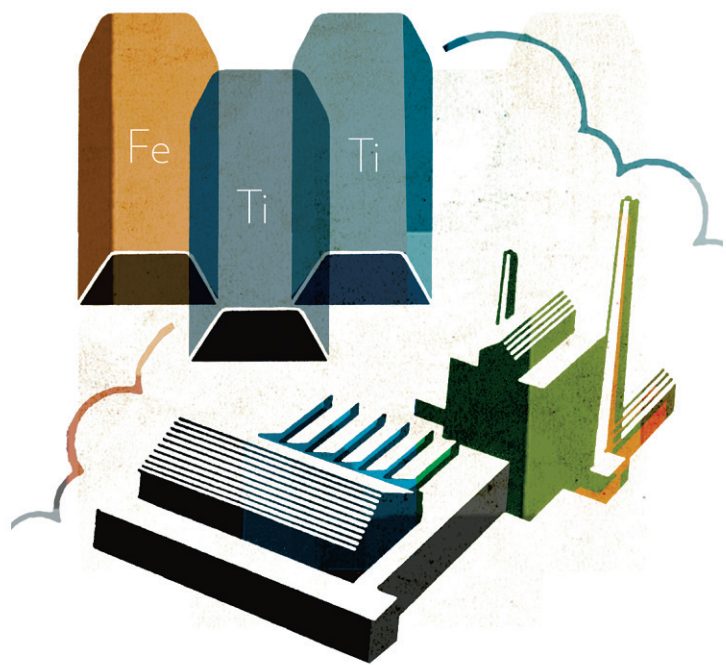


ILLUSTRATION PHILIPPE TARDIF, LA PRESSE

RIO TINTO, FER ET TITANE

Le sable titanifère de Madagascar traité avec succès

La cargaison de sable titanifère arrivée chez Rio Tinto, Fer et Titane, à Sorel-Tracy en juin dernier, en provenance de Madagascar, a été traitée avec succès. La multinationale est maintenant prête à recevoir d'autres bateaux.

«Avant, nous traitions seulement de l'ilménite massive que nous extrayons de notre mine à Havre-Saint-Pierre. Maintenant, nous pouvons traiter ce sable titanifère qui nous permet de faire des scories de meilleure qualité qui sert à la fabrication de pigment de titane», explique

Chantal Capistran, responsable des relations avec les médias chez Rio Tinto, Fer et Titane.

Cette avancée a été rendue possible grâce aux investissements majeurs de 240 millions que la multinationale a réalisés dans ses infrastructures.

Rio Tinto, Fer et Titane exploite un grand complexe à Sorel-Tracy. On y trouve le siège social de l'entreprise, un centre technologique, cinq usines et des installations portuaires. La société compte près de 2000 employés lorsqu'on inclut ceux basés à Havre-Saint-Pierre.

CS2MP a de grands projets

L'innovation dans le domaine de la métallurgie et de ses dérivés se poursuit sans cesse dans la grande région de Sorel-Tracy et le Centre de services spécialisés en métallurgie des poudres (CS2MP) en est un bel exemple. «Nous cherchons à stimuler le développement de nouvelles applications de poudres composites magnétiques,

un produit de haute qualité produit par Rio Tinto, Fer et Titane dans la région de Sorel-Tracy», indique Joël Poirier, directeur général du CS2MP.

L'organisme croit que ce secteur d'activités en émergence créera des millions d'emplois mondialement dans les prochaines années et espère que le Québec

deviendra un acteur important dans le domaine.

CS2MP mise en fait sur la fabrication de pièces de moteur à partir de ces poudres pour créer un engouement dans la région.

En quoi ces pièces de moteur seraient-elles si avantageuses?

«Comme elles sont fabriquées en comprimant la poudre à très haute température dans un moule, on n'a plus besoin d'envoyer les pièces en usinage. Ces poudres réduisent aussi

la quantité de cuivre utilisée dans la fabrication des moteurs et causent moins de pertes. De plus, ces pièces font des moteurs très efficaces», précise-t-il.

Le CS2MP a maintenant terminé son premier projet de recherche appliquée sur des moteurs de ventilateurs de grande envergure, en collaboration notamment avec des chercheurs de l'Université Laval. L'organisme est maintenant à la recherche d'une entreprise locale qui pourrait produire ces moteurs.

un symbole de précision

USINAGE DE PRÉCISION

USINAGE DE PIÈCES UNIQUES OU EN SÉRIE À L'AIDE DE MACHINES À CONTRÔLE NUMÉRIQUE

FABRICANT DE PIÈCES POUR DIFFÉRENTS SECTEURS DE L'INDUSTRIE:
hydroélectricité, industrie du transport, aciérie

2300, rue Laprade, Sorel-Tracy / **450 743-9696**
info@cnctracy.com / www.cnctracy.com

DURE HABILITÉ

Manufacturier d'équipement pour l'industrie lourde locale et internationale **depuis 35 ans**

- :: Fabricant de produits mécano-soudés selon plan et devis de nos clients
- :: Soudage spécialisé et usinage grande dimension
- :: Vaisseaux sous pressions
- :: Échangeurs de chaleur

FABSPEC INC.

PRODUITS MÉTALLIQUES, SOREL-TRACY
450 742-0451 :: www.fabspec.ca

PORTFOLIO GRANDE RÉGION DE SOREL-TRACY



Le maire de Massueville, Denis Marion.

Massueville a sa coop de santé

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Pour offrir des services de proximité à ses résidents et à ceux des municipalités voisines, Massueville a ouvert une coop de santé en juin dernier. Avec ses infrastructures, ses infirmières et ses 450 membres, l'établissement qui desservira la population de neuf municipalités espère maintenant attirer un médecin.

«Massueville est l'une des 152 municipalités dévitalisées du Québec, ce qui veut dire que nous perdons de la population et des services au fil des ans», indique le maire, Denis Marion.

Comme la présence de services de santé à proximité influence grandement la décision des gens de demeurer dans une localité, ou de venir s'y installer, les gens de la région ont décidé de s'organiser.

«Nous avons travaillé pendant cinq ans pour monter le projet. Nous sommes allés chercher 350 membres qui

ont adhéré à la Coop alors que nous n'avions pas encore de lieu, pas encore de médecin, ni même de date d'ouverture», précise M. Marion, qui est également président de la Coop de santé.

Pour le moment, une infirmière auxiliaire pratique à la Coop et une infirmière clinicienne y est également deux jours par semaine, grâce au soutien du centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la région.

«Au départ, nous nous sommes dit que nous n'attirerions jamais de médecin si nous n'avions pas d'infrastructures pour le recevoir et d'infirmières pour faire équipe avec lui. Maintenant que nous avons tout ça, nous commençons à approcher des médecins résidents pour leur parler de notre coop et de notre milieu de vie intéressant», explique le maire.

Pour être membre de la Coop de santé de Massueville, on doit acheter une part de 20\$ et payer des frais annuels de 75\$.

LAITERIE CHALIFOUX ET FROMAGES RIVIERA
La quatrième génération prend la relève

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

En mars dernier, la Laiterie Chalifoux et Les Fromages Riviera sont passés entre les mains de la quatrième génération. Alain Chalifoux et sa cousine, Mélanie Chalifoux, se sont ainsi joints à leur oncle Sylvain pour permettre à l'entreprise familiale de continuer à relever de nouveaux défis.

«Au départ, ce n'était pas prévu qu'une quatrième génération prenne la relève. J'avais d'ailleurs ma propre entreprise à Saint-Hyacinthe. Mais finalement, nous avons décidé de réaliser un plan de relève et ça s'est concrétisé», explique Alain Chalifoux, vice-président et copropriétaire de l'entreprise.

Si, de façon générale, les nouveaux propriétaires sont satisfaits des grandes orientations de l'entreprise, quelques changements sont à venir. Notamment, sur le plan du développement durable.

«C'est quelque chose de très important pour les gens de notre génération», affirme M. Chalifoux.

L'entreprise souhaite également se démarquer de la concurrence en fabriquant dorénavant des produits 100 % lait plutôt qu'en utilisant des substances laitières. «C'est plus cher, mais ça donne aussi des produits de plus grande valeur», précise-t-il.

Créée en 1920, la Laiterie Chalifoux distribue ses produits dans la grande région de Sorel-Tracy, notamment par l'entremise de laitiers.

«Nous avons encore une vingtaine de laitiers sur la route et nous allons poursuivre dans cette voie parce que le service est très apprécié, particulièrement en ces temps de baby-boom», remarque le copropriétaire.

Les Fromages Riviera célèbre ses 50 ans cette année et lancera le mois prochain un parmesan traditionnel. Ses produits sont distribués partout au Québec.

Recyclo-Centre

Alors que plusieurs organismes récupèrent et traitent les vieux ordinateurs, pratiquement aucun ne s'occupe des cellulaires, des piles, des laveuses, des sècheuses et des frigos dans la grande région de Sorel-Tracy. Cette situation est toutefois sur le point de changer.

Recyclo-Centre travaille actuellement sur un projet de récupération de ces déchets électriques et électroniques avec une partie remise à niveau. «Nous croyons que nous serons en mesure de

faire 3 % de réemploi. Nous évaluons que le reste des appareils sera trop vieux», affirme Jacinthe Sirois, directrice générale de Recyclo-Centre.

L'organisme à but non lucratif travaille depuis 2006 sur le projet et ira chercher la technologie pour traiter ces matières dangereuses en Europe.

Avec ce nouveau service, Recyclo-Centre couvrira un territoire de 150 km autour de Sorel-Tracy. Ce nouveau projet nécessite des investissements minimums de 15 millions et devrait créer entre 60 et 80 emplois dans la région. La construction de l'usine devrait commencer au printemps.

– Martine Letarte, collaboration spéciale

PETITES ÉOLIENNES
Vertica lorgne le marché international

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Lorsqu'on pense à une éolienne, on pense généralement à ce gigantesque instrument à palmes qui défigure le paysage et crée tant de remous dans les régions rurales du Québec. Or, chez Vertica, une entreprise de Sorel-Tracy, on a créé une nouvelle forme d'appareil.

«Nous fabriquons de petites éoliennes à axe vertical conçues pour être installées sur les toits, et ce, même en milieu urbain. Elles ne font pas de bruit et n'ont pas de palmes. Elles ressemblent en fait à des systèmes de climatisation», explique Jean-Pierre Binda, président de Vertica.

L'entreprise a créé deux formes d'éoliennes. La première, de trois mètres de diamètre, qui produit quatre ou cinq kilowattheures par jour avec un vent moyen de 20 km/h. L'autre, de six mètres de diamètre, produit quatre fois plus d'énergie.

Avec ses produits, Vertica vise surtout le marché étranger, où le développement de nouvelles sources d'énergie vertes et renouvelables est en pleine ébullition. «Nous avons beaucoup de pourparlers en Europe, mais aussi, au Mexique, en Corée du Sud et même, aux États-Unis. J'arrive d'ailleurs d'At-

lanta où une grande chaîne de magasins souhaiterait installer nos éoliennes sur leurs bâtiments», précise-t-il.

En raison du coût extrêmement bas de l'hydroélectricité au Québec, Vertica ne prévoit pas faire de grosses affaires dans la province. Par contre, dans certaines régions éloignées, les petites éoliennes à axe vertical pourraient s'avérer un choix judicieux.

«Par exemple, certaines compagnies, comme des papetières, qui sont situées à l'extérieur du réseau d'Hydro-Québec, s'intéressent à nos éoliennes pour remplacer leurs génératrices au diesel qui alimentent leurs tours de télécommunications internes. Parcs Canada s'intéresse aussi à nos produits pour ses installations dans le fleuve», explique M. Binda.

L'an prochain, Vertica installera une éolienne dans une station scientifique française située en Antarctique. Si l'expérience s'avère concluante, l'entreprise en installera 9 autres en 2011.

«Nos produits sont particulièrement adaptés pour l'Antarctique parce qu'ils résistent aux forts vents et à la corrosion», affirme le président.

Créée en 2004, Vertica a déjà investi 2 millions en recherche et développement. L'entreprise compte une douzaine d'employés.

L'AGENDA 21, À SOREL-TRACY C'EST AUSSI

COUPEZ LE MOTEUR

3

BONNES RAISONS DE COUPER LE MOTEUR

1 POUR ÉCONOMISER
2 POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT
3 POUR PRÉSERVER LA SANTÉ

VILLE DE SOREL-TRACY
www.ville.sorel-tracy.qc.ca

INFRASTRUCTURES IMMOBILIÈRES ET MARITIMES, PARCS INDUSTRIELS

Contactez Pierre Ouellet
450-743-3072 pierre.ouellet@soreldev.qc.ca

Société des parcs industriels Sorel-Tracy

LA PRESSE AFFAIRES

L'ex-PDG d'Enron veut une réduction de peine

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — La Cour suprême des États-Unis a accepté hier d'examiner le recours déposé par Jeffrey Skilling, ancien PDG d'Enron, condamné à 24 ans de prison en 2006 pour son rôle dans la faillite retentissante cinq ans plus tôt du géant du courtage en énergie. Actuellement en prison, M. Skilling demande que la cour décide si la vague d'indignation populaire et médiatique qui a suivi la faillite d'Enron et précédé son procès à Houston, au Texas, a pu influencer le cours de celui-ci et sa condamnation finale. Le dossier devrait être examiné en 2010.

Rappelant que «des milliers d'habitants de Houston avaient perdu leur emploi et leur épargne-retraite», ses avocats expliquent dans leur requête que la couverture médiatique des événements «s'accompagnait d'attaques acérées et quotidiennes contre les dirigeants d'Enron, notamment M. Skilling».

Avec Kenneth Lay, son coaccusé mort d'une crise cardiaque avant de connaître sa peine, «ils



L'ancien PDG d'Enron, Jeffrey Skilling, demeure l'ancien dirigeant de cette entreprise le plus lourdement condamné.

étaient comparés à Al-Qaeda, à Hitler, à Satan, à des violeurs d'enfants, à des escrocs et à des terroristes». Néanmoins, regrettent-ils, le choix de l'endroit du procès n'a pas été changé et «M. Skilling avait été déclaré coupable dans tout Houston bien avant le procès».

Les avocats ajoutent que la composition d'un jury à Houston a été partielle, alors que l'effet de la faillite d'Enron avait eu sur la ville un

«effet sismique souvent comparé aux attentats du 11 septembre par ses habitants».

M. Skilling, dont la peine de prison doit être revue à la baisse à la demande d'une cour d'appel en janvier, demande d'autre part à la plus haute juridiction des États-Unis de clarifier une clause de la loi antifraude américaine qui permet de condamner un col blanc pour manquement à ses «obligations morales».

«Le gouvernement a plaidé que MM. Skilling et Lay avaient commis une fraude à l'obligation morale en ne respectant pas leur devoir envers les employés d'Enron», expliquent les avocats. Le gouvernement n'a jamais prouvé qu'il l'avait fait par intérêt personnel ou «avidité», ajoutent-ils.

En contestant son caractère «vague et inapplicable», ils rappellent que cette clause est «de plus en plus utilisée ces dernières années» dans ce type de procès pour obtenir des condamnations.

M. Skilling qui reste le dirigeant d'Enron le plus lourdement condamné à la suite du scandale, avait pris le poste de PDG d'Enron au début de 2001 avant de démissionner à la surprise générale en août de la même année, obligeant son prédécesseur et fondateur du groupe, Kenneth Lay, à le remplacer au pied levé.

Quelques mois plus tard, Enron, dont le chiffre d'affaires approchait les 100 milliards US, avait fait faillite mettant plusieurs milliers de personnes au chômage et ruinant ses actionnaires.

Tim Hortons sur une base américaine

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La chaîne de restaurants Tim Hortons prévoit ouvrir une succursale sur une base militaire américaine, près de Fort Knox, où se trouve la principale réserve d'or du gouvernement américain.

Le commerce de l'État du Kentucky sera le premier de l'entreprise ontarienne sur une base militaire aux États-Unis.

Tim Hortons a récemment commencé à accroître sa présence de façon marquée sur des sites touristiques américains. Elle a notamment ouvert plusieurs restaurants à New York, l'été dernier.

Tim Hortons compte environ 500 restaurants aux États-Unis, mais la majorité de ses 3500 établissements sont au Canada.

Le roi des beignets et du café canadien compte déjà sept points de vente sur des bases militaires canadiennes et est aussi présent à Kandahar, en Afghanistan. Hier, le titre de Tim Hortons a reculé de 6 cents à Toronto et fini la journée à 29,08\$. Depuis un an, sa valeur a oscillé entre 20,04\$ et 30,18\$.

CARRIÈRES ET EMPLOIS

CYBERPRESSE.WORKOPOLIS.COM

LA PRESSE



LA SOCIÉTÉ DES LOTERIES VIDÉO DU QUÉBEC INC.

DIRECTEUR DES OPÉRATIONS COMMERCIALES

Joignez une équipe gagnante

Vous voulez faire partie d'une organisation qui valorise le travail d'équipe et offre des défis stimulants ? Choisissez la Société des Loteries Vidéo du Québec, une filiale de Loto-Québec qui veille à la qualité, l'intégrité et la sécurité d'un vaste réseau d'appareils dans les établissements licenciés par la Régie des alcools, des courses et des jeux.

Relevant de la présidente des opérations de la Société des Loteries Vidéo du Québec, vous aurez la responsabilité de la direction commerciale dont la mission première est de réaliser les objectifs, en respectant le principe de l'ordre et la mesure. Diverses activités composent le quotidien de la direction soit la gestion efficace du parc des appareils, la mise en marché de produits, l'établissement et le maintien des relations d'affaires efficaces du réseau de détaillants, le tout allié à un service de relations commerciales. Une compréhension réelle des enjeux technologiques reliés à l'opération du réseau est aussi essentielle à la bonne marche des opérations commerciales.

Nous recherchons une personne d'expérience, ayant le sens du service à la clientèle et doué pour la communication et le travail d'équipe.

Si cet emploi vous intéresse, nous vous invitons à déposer votre candidature, en visitant la section Carrières de notre site : lotoquebec.com/carrieres

Veuillez noter que nous ne communiquerons qu'avec les personnes sélectionnées pour une entrevue.

Loto-Québec et ses filiales souscrivent au principe d'équité en matière d'emploi.

TAILLEFER | LUSSIER | GAUTHIER

CA S.E.N.C.R.L.

Situé sur la rive nord de Montréal, à Laval, notre bureau de professionnels multidisciplinaires est en croissance constante depuis plus de 20 ans et il doit assurer la relève de son équipe. Pour ce faire, il est la recherche de candidats dynamiques pour se joindre à son équipe de certification à titre de

COMPTABLES AGRÉÉS STAGIAIRES

Notre bureau est composé de quatre associés et d'une vingtaine de professionnels. Il est membre de Groupe Servicas (www.servicas.com) pour ses affiliations nationales et de IEC (www.iecnet.net) pour ses affiliations internationales.

Vous recherchez un milieu de travail stimulant, vous avez quelques années d'expérience en certification, vous souhaitez améliorer votre qualité de vie en fuyant les grands centres, alors nous sommes l'opportunité que vous devez saisir.

Cette opportunité vous intéresse, faites parvenir votre curriculum vitae accompagné d'une lettre expliquant vos motivations à Mme Diane Lapointe, responsable des ressources humaines à l'adresse courriel diane.lapointe@tlgca.com ou par télécopieur au 450-686-7570.

Seules les personnes retenues pour une entrevue seront contactées.

Affiliation Internationale – IEC
Membre de Groupe Servicas



1990213

LA CITÉ COLLÉGIALE



Le Collège des meilleures pratiques

La Cité collégiale, collège d'arts appliqués et de technologie de langue française, est un des deux collèges de l'Ontario ayant la compétence exclusive d'offrir des programmes et des services en langue française au niveau collégial dans la province. La Cité collégiale se veut un centre d'excellence qui privilégie l'innovation et le développement de partenariats. Établissement de formation postsecondaire, elle entend appuyer le développement économique et social de la collectivité franco-ontarienne en offrant des programmes conçus en consultation avec le marché du travail. Depuis son ouverture en septembre 1990, La Cité collégiale a accueilli pas moins de 135 000 personnes. Avec plus de 85 programmes d'études postsecondaires et une solide réputation au sein de la communauté et des gens d'affaires, La Cité collégiale répond à des besoins réels de formation en français. Le Collège a mis en place une série de stratégies visant à améliorer la qualité de ses programmes d'enseignement et à accroître l'accès dans un contexte de saine gestion financière.

Dans la poursuite de ses trois grands objectifs stratégiques, soit améliorer la qualité de la formation, accroître l'accès à l'éducation collégiale et assurer sa viabilité financière, La Cité collégiale est à la recherche de son prochain...

PRÉSIDENT

Relevant du conseil d'administration, vous êtes le chef de la direction du Collège et à ce titre, vous êtes responsable de l'ensemble de ses activités et de ses programmes. Vous manifestez un leadership dynamique qui comprend la participation à la définition des orientations stratégiques du Collège de même que l'identification et la mise en œuvre des stratégies pour les réaliser. Vous représentez le Collège et en êtes le porte-parole auprès de la collectivité et de plusieurs organismes et vous contribuez ainsi à en augmenter le rayonnement et le renom. Parallèlement, vous veillez à la reconnaissance et au respect de sa mission et de ses valeurs, dans l'intérêt de la collectivité franco-ontarienne. Vous maintenez les liens étroits qui existent entre le Collège et le milieu de l'emploi, puis suscitez le développement de nouveaux partenariats, notamment en restant à l'affût des besoins du marché du travail en déployant une gamme étendue de programmes de formation pertinents. Vous visez une capacité d'attraction accrue de la population étudiante potentielle et une augmentation du nombre de diplômés du Collège, ainsi que le recrutement d'un personnel hautement qualifié et motivé. Vous devez assurer une représentation constante et continue auprès des instances gouvernementales en vue d'obtenir le financement requis pour répondre aux axes de développement du Collège.

PROFIL IDÉAL :

- diplôme universitaire de deuxième ou de troisième cycle dans une discipline pertinente au poste, ou une combinaison équivalente d'un diplôme universitaire et d'expérience;
- solide expérience de gestion supérieure et de collaboration avec un conseil d'administration, idéalement dans un milieu comparable à celui du Collège;
- bonne connaissance de la gestion financière et de la collecte de fonds;
- habileté à représenter et à promouvoir le Collège auprès des instances publiques, privées et communautaires;
- excellente compréhension et sensibilité face à la situation particulière et aux besoins de la communauté franco-ontarienne et des diverses communautés culturelles desservies par le Collège;
- connaissance du réseau des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario;
- grande vision, initiative, dévouement, concentration sur les objectifs stratégiques et orientation sur les résultats;
- solides compétences de direction générale et sens de l'organisation;

- vaste réseau de contacts et capacité à créer des relations solides et durables avec des intervenants clés de tous les milieux, comme ceux des gouvernements, des communautés culturelles et des cercles d'affaires;
- une personne facile d'approche, dotée d'un talent de communicateur et d'un sens de l'écoute favorisant l'échange d'idées et la résolution de différends;
- capacité et talent de maintenir et de nourrir des relations harmonieuses avec toutes les composantes de la communauté interne au Collège;
- expérience dans un environnement de travail syndiqué;
- leadership rassembleur, esprit d'équipe, intégrité et capacité à inspirer le respect au sein du Collège et de la collectivité;
- esprit critique, jugement solide, habileté à prendre des décisions parfois difficiles et à les communiquer;
- maîtrise des outils informatiques généralement utilisés;
- maîtrise de la langue française et habileté à s'exprimer en anglais de façon impeccable, à l'oral comme à l'écrit.

Si vous possédez ce profil, visitez le www.kenniffracine.com
Consultez la section « Nos postes disponibles ».

Remplissez le « Formulaire d'inscription ». Joignez une lettre d'intérêt pour le poste convoité ainsi que votre curriculum vitae.

Le comité de sélection commencera à évaluer les candidatures à la mi-novembre.

Les renseignements reçus seront traités en toute confidentialité.

L'emploi du masculin a pour seul but de faciliter la lecture du texte.
Notre cliente pratique l'équité en matière d'emploi.



Kenniff & Racine
RECHERCHE DE CADRES
EXECUTIVE SEARCH



Les petits frères des Pauvres

La famille des personnes âgées seules

Ils ne
seront
plus
jamais
seuls!

1.866.627.8653